

Tendance
CLAIRE

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et Révolutionnaire

1917

1 €
2 € soutien

Les révolutions

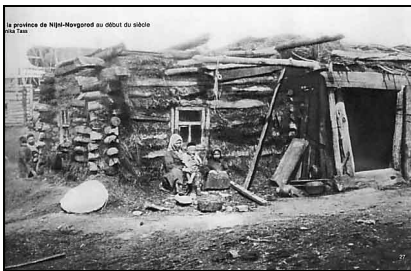
RUSSES



I. La première révolution russe : 1905

1905 est une date essentielle dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le prolétariat russe se soulève alors, s'organise comme classe dans la grève générale et se dote d'une structure politique indépendante et révolutionnaire : le Soviet (ou conseil) des députés ouvriers. Outre les bases sociales et politiques de la Russie à cette époque, c'est d'abord le déroulement même des événements révolutionnaires qui seront examinés ici¹. Une seconde partie est l'occasion de revenir sur les analyses et les positions politiques que Trotsky formula à l'occasion de 1905, en particulier la théorie de la révolution permanente.

Arriération économique de la Russie, mais développement d'une puissante classe ouvrière



La situation sociale et économique de la Russie à la veille de 1905 est marquée tout aussi bien par des traits d'arriération, en particulier dans les campagnes, que par une vigoureuse industrialisation, financée à coups d'emprunts de capitaux européens et favorisant la constitution d'une classe ouvrière puissante. Le régime autocrate du tsar ponctionne l'essentiel des richesses du pays pour son propre fonctionnement (armée, police...). Les emprunts extérieurs très importants expliquent eux aussi une augmentation démesurée des impôts indirects, les intérêts de la dette absorbant à eux seuls un tiers des revenus du Trésor, retardant le développement des forces productives. Le

processus très lent de la différenciation des classes en a été freiné d'autant. On n'assiste pas en Russie à une accumulation du superflu, et donc pas non plus à l'extension de la division du travail. En particulier, la coupure entre l'agriculture et l'artisanat est faible, à la différence des pays d'Europe occidentale. Mais la deuxième moitié du XIXe siècle a vu le développement des ports et des chemins de fer, l'eupéanisation progressive des techniques industrielles et une prolétarianisation d'une partie des moujiks. Ainsi l'industrie russe, très centralisée, n'a-t-elle pas connu les étapes du petit métier et de la manufacture, et n'a donc pas permis la formation d'un terreau social susceptible de forger une démocratie bourgeoise. L'intelligentsia, totalement dépendante de l'État, se montre incapable de présenter une quelconque opposition politique. Quant aux artisans, ils forment « une classe obscure, affamée, aigrie » (Trotsky).

La population de la Russie est alors à majorité paysanne écrasante (80 %). En 1861 est intervenue l'abolition du servage : les paysans ont dû alors racheter les terres et leur affranchissement. Un profond archaïsme économique et technique règne dans les campagnes ; les famines régulières sont dues notamment à l'absence de méthodes de culture rationnelles. Les propriétaires prélèvent d'importantes rentes usuraires, qui plongent la paysannerie dans la misère.

L'influence du prolétariat est déterminée par son rôle dans l'économie moderne. Il y a en Russie à cette époque 3 millions d'ouvriers dans l'industrie, qui produisent par leur travail la moitié du revenu annuel du pays. Ce prolétariat se trouve d'emblée face à un pouvoir d'État extrêmement centralisé et face à des forces capitalistes tout aussi concentrées. La lutte à engager sera sans merci.

Les tâches de la révolution russe sont d'abord « bourgeoises », au sens où elle doit affranchir la Russie du tsarisme, de l'absolutisme et du féodalisme. Mais la principale force sociale engagée dans cette révolution est la classe ouvrière, et c'est en ce sens que l'on peut aussi parler, avec Trotsky, de révolution prolétarienne. La bourgeoisie n'y tient pas le premier rôle, à la différence de ce qui a caractérisé la Révolution française, révolution qui consacra le plein rôle de la bourgeoisie dans sa lutte pour la prise du pouvoir. En 1848 en France, la bourgeoisie n'occupa déjà plus une telle place, et s'associa avec les forces de la réaction, craignant d'être débordée par le prolétariat en voie de constitution comme classe. « La révolution pouvait être faite non par elle, mais contre elle », écrit Trotsky. Mais le prolétariat était encore trop faible, manquait d'expérience et d'organisation, pour prendre seul la tête de la révolution et la mener jusqu'à la victoire. « L'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie s'était trop affirmé pour que celle-ci pût sans crainte assurer le rôle d'un dirigeant national ; mais cet antagonisme n'était pas encore assez fort pour permettre au prolétariat de se charger de ce rôle. »² En Russie, il en va différemment : le prolétariat est en train de se constituer comme classe, de se forger son expérience de la lutte, de construire ses organisations. C'est lui qui va affronter l'autocratie.



¹ En suivant Trotsky, 1905, [éd. fr.] Paris, Éditions de Minuit, 1969, 476 p.

² Dans cet article sur 1905, sauf indication contraire, les citations sont de Trotsky.

La lutte pour imposer un régime constitutionnel — revendication du parti bourgeois des « Cadets » — n'a pas d'abord émané du prolétariat. Elle a été le fait des étudiants radicalisés et de certains intellectuels combattifs. Cette lutte a connu un premier apogée en 1904, mais les étudiants ont été livrés à eux-mêmes et leurs mobilisations réprimées. L'« oukase » (décret) impérial de décembre 1904 interdit toutes réunions à caractère anti-gouvernemental. À partir de cette date, les réunions, les congrès sont de fait dispersés par la force, la presse subit une censure violente, les manifestations sont pourchassées avec une brutalité impitoyable. Dans la classe moyenne, cet oukase détruit les illusions politiques qu'elle pouvait encore avoir à l'égard du tsarisme et fait naître une haine de l'absolutisme jusque là inconnue. Les mots d'ordre révolutionnaires deviennent alors acceptables.

Le « Dimanche rouge » et ses suites

Aux premiers jours de 1905, les ouvriers de Pétersbourg lancent une pétition décrivant les conditions de vie et de travail, toutes les humiliations, les persécutions, les injures que subit le peuple. « Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui traversaient les fabriques jusqu'à la servitude du pays ». Les revendications de cette pétition, formidable cahier de doléances, sont à la fois économiques et politiques : la pétition réclame des salaires décents, la journée de huit heures et l'abandon progressif de la terre au peuple, l'amnistie, les libertés publiques et la séparation de l'Église et de l'État, et surtout la convocation d'une Assemblée constituante, élue au suffrage universel non censitaire.

C'est autour de ces revendications que la mobilisation de janvier 1905 va s'articuler. Le 3 janvier, une grève éclate à l'usine Poutilov de Pétersbourg. Quatre jours plus tard, les grévistes sont au nombre de 140 000. Une grande manifestation est prévue pour le dimanche 9 janvier. Parmi les manifestants se trouvent plusieurs

milliers d'ouvriers conscients organisés dans les partis sociaux-démocrates. Mais l'armée tire sur les manifestants pacifiques ; les morts se comptent par centaines, les blessés par milliers.



Après ce massacre du « Dimanche rouge », un flot de grèves parcourt tout le pays, pendant plusieurs semaines : 122 villes sont touchées par cette mobilisation ouvrière, souvent spontanée, animée par un mouvement de solidarité avec les victimes de Pétersbourg.

Outre les grèves, la mobilisation prend aussi la forme d'assembles populaires, qui trouvent asiles dans les universités. « Les ouvriers allaient tout droit à l'université en sortant de l'usine. La foule qui sortait de l'université ne ressemblait plus à celle qui y était entrée. » Le mouvement de grève connaît des flux et des reflux mais il ne cesse jamais vraiment pendant la période qui court de janvier à octobre 1905. Ainsi en septembre, la grève qui part des compositeurs de l'imprimerie Sytine à Moscou — avec pour revendications la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires — s'étend-elle dans d'autres branches industrielles. Le 2 octobre, les ouvriers des imprimeries de Pétersbourg se mettent à leur tour en grève par solidarité avec leurs camarades de Moscou.

La grève générale d'octobre

La grève reprend avec plus de force encore en ce début du mois d'octobre. Tout commence vraiment alors par une grève des chemins de fer, qui se déploie peu à peu dans d'autres secteurs. La grève se développe et se coordonne avec beaucoup d'efficacité, grâce aux moyens qui

d'ordinaire favorisent l'État centralisé, mais qui en l'occurrence permettent de décentraliser la grève et de l'étendre à tous les centres industriels : le chemin de fer et le télégraphe. Trotsky décrit la grève comme une puissance en marche, forte de sa vigoureuse organisation à l'échelle du pays : « [La grève] ouvre une imprimerie quand elle a besoin de publier le bulletins de la révolution, elle se sert du télégraphe pour envoyer ses instructions, elle laisse passer les trains qui conduisent les délégués des grévistes. Pour tout le reste, elle ne fait aucune exception : elle ferme les usines, les pharmacies, les boutiques, les tribunaux. » Et de fait, la grève du prolétariat (et à sa tête les ouvriers de la métallurgie et de l'imprimerie) s'accompagne de celle d'autres secteurs et d'autres catégories sociales : médecins, avocats, intellectuels... Si les « Cadets » (les « constitutionnels démocrates », la bourgeoisie libérale) n'osent pas se montrer dans le ré-union populaires, l'aile gauche des intellectuels soutient la grève prolétarienne avec des secours financiers considérables. La bourgeoisie capitaliste espère pour sa part une réforme politique qui permettra un essor de l'industrie. Les entrepreneurs ne répriment donc pas la grève, en octobre du moins ; ainsi ne recourent-ils presque pas au lock-out. La bourgeoisie compte sur le prolétariat pour mener une révolution bourgeoise à sa place. Pour illustration de cette attitude, les propriétaires des usines métallurgiques du secteur de Moscou décident de refuser les services des cosaques. Surtout, les employeurs continuent de verser leurs salaires aux ouvriers pendant la grève. « S'attendant à un épanouissement de l'industrie sous "le régime de la légalité", ils inscrivent sans discuter cette dépense sous la rubrique des frais extraordinaires de production »...

De très importants meetings se tiennent, et des barricades se dressent dans certaines villes. « Des véhicules, des rails, des poteaux, une multitude de menus objets, tout ce que la révolution, suivant l'expression de Victor Hugo, peut

jeter à la tête de l'Ancien Régime, sert à la construction ». L'imprimerie joue un rôle fondamental dans cette lutte. Les syndicats des ouvriers de la presse mènent le combat contre la censure, pour la liberté de la presse, et un grand nombre d'ouvriers impriment des écrits illégaux. Les *Izvestia* du Soviet sont distribuées à tous les carrefours. À Pétersbourg, de la sorte, la censure est abolie de fait. En province, elle recule fortement, grâce aux journaux en provenance de la capitale, sur lesquels la population se précipite dès leur arrivée par convois.

Dans les campagnes aussi, la révolution s'étend. Là, des paysans assurent leur mainmise sur les terres ; ailleurs, d'autres s'emparent des récoltes ; des ouvriers agricoles organisent la grève et le boycottage ; en de nombreux endroits, les paysans refusent de fournir des recrues à l'armée, de payer les impôts et les dettes. Plus de 2 000 manoirs sont détruits. L'influence des socialistes révolutionnaires (S.-R.) et des sociaux démocrates a été décisive ici. En Lituanie, la classe paysanne chasse les gendarmes, les greffiers et les maîtres d'école à la botte du pouvoir tsariste, et se dote de ses juges par voie d'élection. Ses délégués sont présents au Congrès de Vilnius qui compte deux mille représentants du peuple.

La constitution du Soviet des députés ouvriers

Le prolétariat éprouve de fait la nécessité de s'organiser en créant sa structure politique propre : ce sera le Soviet des députés, siégeant à Pétersbourg. Dans tous les foyers industriels en grève, la démocratie se met en place ainsi à partir d'octobre 1905, à l'échelle du pays tout entier, et sous une forme inédite, sur la base d'un délégué au Soviet pour 500 ouvriers (ce principe n'étant d'ailleurs pas toujours strictement appliqué : certains délégués représentent 100 ou 200 ouvriers) ; les petites entreprises industrielles s'unissent pour former des groupes d'électeurs suffisamment importants pour être représentés par un délégué au Soviet.

Face à la mobilisation du peuple, où domine de manière éclatante le prolétariat, le pouvoir cède partiellement. Le 18 octobre, le tsar signe le manifeste de la Constitution. C'est donc formellement l'instauration d'un régime constitutionnel. Mais cette Constitution omet toutes les libertés, se garde bien de donner à la Douma le droit de légiférer et refuse l'extension du droit électoral.

Le Soviet des députés ouvriers porte alors à la Douma des revendications précises : réglementer l'approvisionnement des masses ouvrières, ouvrir des locaux pour des réunions, suspendre toute attribution de provisions à la police et à la gendarmerie. Il demande ainsi à l'assemblée bourgeoise d'aider le peuple à vaincre l'absolutisme dans son propre intérêt de classe. Mais la Douma refuse : la bourgeoisie se montre plus que timorée devant la révolution que le peuple mène pour débarrasser la Russie de l'autocratie.



La grève générale n'aboutit pas à une prise de pouvoir ; elle en est la condition nécessaire, mais non suffisante. Ces journées d'octobre constituent avant tout, analyse Trotsky, une grève politique, « une grande manœuvre pour la révolution, une revue simultanée de toutes les forces », et non une véritable insurrection. Et tandis que rien n'a vraiment changé au sommet de l'État (l'armée reste entre les mêmes mains, les administrateurs conservent leurs postes — « l'absolutisme, insiste Trotsky, en tant que fait matériel, subsistait intégralement »), tandis que le tsar accorde d'une main une Constitution,

de l'autre, il lance les soldats à l'assaut de l'Institut technologique où siège le Soviet des députés ouvriers. Tandis que la foule brandit des drapeaux rouges, la soldatesque tire ; la fusillade contre le Soviet montre que la « Constitution » n'est qu'un chiffon de papier. Dès la fin du mois d'octobre, donc, cette sanguinaire répression pose une question essentielle : de quel côté se trouve l'armée ? De sa position doit dépendre en effet le sort de la révolution. Pour cela, il faut mettre les masses mobilisées et l'armée face à face ; la grève générale en est l'occasion, violente mais indispensable. Le prolétariat en lutte apprend alors qu'il lui faut, pour être victorieux, s'assurer de trois conditions : organiser les campagnes et établir une liaison entre elles et les villes ; s'attacher étroitement l'armée ; prendre les armes.

Le Soviet décide que la grève générale doit continuer, malgré la répression, contre la répression. Et le prolétariat met en application la décision de ses délégués : la grève se poursuit partout. « *Pas de fumée aux cheminées des usines ; elles sont comme les témoins muets du scepticisme des quartiers ouvriers où l'illusion constitutionnelle n'a pas pénétré* ». Mais la répression est monstrueuse, d'une barbarie inouïe. L'ancien régime recrute son *lumpen-proletariat* « dans tous les recoins, dans tous les taudis, dans toutes les tanières » : bandits de grand chemin, repris de justice, souteneurs, moujiks affamés arrivés dans les villes, petits boutiquiers aigris, mouchards, va-nu-pieds. Ces troupes des bas-fonds se lancent dans de véritables pogroms, à côté desquels « *les horreurs de la Saint-Barthélémy ne semblent qu'un innocent effet théâtral* » : quatre mille personnes — hommes, femmes, enfants, vieillards — sont massacrées dans les villes et les campagnes de Russie, dix mille autres mutilées. Contre ces bandits, les ouvriers parviennent à organiser des compagnies armées ; à Pétersbourg par exemple, une milice ouvrière avec des services de nuit réguliers se met en place. Mais lorsque le Soviet constate que la poursuite de la grève sera difficile, il

invite à reprendre le travail le même jour à la même heure, ce qui est fait. C'est là une indication de la force du Soviet, de la confiance que lui porte la population qui en a élu les délégués mandatés et révocables.

La grève d'octobre laisse des traces immédiates. En reprenant le travail, beaucoup d'ouvriers, dans quelques grandes usines, imposent dans les faits l'application de la journée de huit heures. Les huit heures, c'est « le programme entre tous les programmes », comme dit Trotsky, « le vœu entre tous les vœux ». La réduction de la journée de travail (qui allait parfois jusqu'à douze ou quatorze heures) est le seul moyen pour les ouvriers de se réunir à la sortie de l'usine, de s'organiser politiquement après le travail. C'est donc une exigence essentielle de la démocratie politique. Mais devant cette atteinte à leur propriété privée, les patrons, cette fois, réagissent. C'est d'ailleurs l'État qui commence par fermer les grandes entreprises qu'il contrôle, puis viennent les fermetures des établissements privés. Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés à la rue. Les réunions ouvrières sont de plus en plus souvent dispersées par la police. Le Soviet convie à battre en retraite, la lutte essentielle se concentrant désormais dans la réouverture des usines. Mais la marque de cette bataille est profonde dans le prolétariat ; la revendication des huit heures est à présent ancrée même chez les ouvriers les moins conscients et les moins politisés.



Faire le lien avec les soldats

La grève reprend en novembre. Elle a pour origine la mutinerie militaire qui a lieu à Cronstadt les 26 et 27 octobre et qui est écrasée par le régime, lequel proclame l'état de siège et destine les mutins à la cour martiale. De vastes meetings de protestation se tiennent à Saint-Petersbourg. Ainsi, alors qu'une grève mobilisant toutes les énergies vient à peine de s'achever, une autre recommence, chez les ouvriers de la capitale. Mais cette fois, la grève permet de faire le lien entre le prolétariat et l'armée. On assiste à une série de meetings dans les casernes de Pétersbourg. Aux séances du Soviet se présentent désormais des soldats ouvriers et même des délégués de la troupe. Le Soviet adresse pour sa part un manifeste aux soldats, qui proclame : « Vos peines sont nos peines, vos besoins sont nos besoins. »

Une révolte militaire explose à Sébastopol. Les ouvriers se rendent aux réunions de soldats quand ceux-ci ne sont pas autorisés à aller dans les meetings ouvriers. La révolte s'étend de façon régulière dans les casernes. Le cuirassé Potemkine résiste jusqu'au bout en faisant flotter le drapeau rouge jusqu'à épuisement des cartouches. Les matelots — et parmi eux, d'abord, les techniciens, les machinistes —, soldats qualifiés, sachant lire et écrire, se sont ainsi montrés aux avant-postes révolutionnaires. L'infanterie quant à elle, composée essentiellement de paysans, s'est révélée beaucoup plus instable ; c'est elle qui tire sur le prolétariat.

Car, en décembre, la contre-révolution marche à grands pas. Les 560 députés du Soviet sont arrêtés. En réaction, on assiste à une très puissante grève, à Moscou principalement ; la foule désarme les officiers venus de Mandchourie. Les compagnies ouvrières sont actives face à la troupe ; des cosaques tournent les talons devant les manifestations ouvrières. « On n'inquiète pas les soldats, on évite de les mécontenter ».

Devant les usines, les ouvriers font de la propagande auprès des soldats. Mais, lors du troisième jour de grève, l'affrontement se fait sanglant, l'armée tire, elle n'a pas basculé. Les dragons tirent sur des passants isolés, sur les badauds qui lisent les affiches, massacrent la population. Il y a mille morts et autant de blessés. Malgré une résistance acharnée des groupes ouvriers armés à Moscou — soit environ 800 hommes dans les compagnies formées par les partis social-démocrates et S.-R. (socialistes-révolutionnaires), 500 cheminots pourvus d'armes à feu et environ 400 ouvriers typographes, auxquels il faut ajouter le soutien de toute la population qui dresse des barricades, comme dans un grand nombre d'autres villes —, la contre-révolution triomphe.



Au total, entre janvier 1905 et avril 1906, le gouvernement du tsar a fait massacrer plus de 15 000 personnes, d'après les estimations effectuées à l'époque. Plus de 20 000 furent blessées, 70 000 furent arrêtées, déportées, incarcérées. Parmi elles, en tant que membre du Soviet des députés de Pétersbourg, Trotsky, dont on étudiera au prochain numéro les analyses, proposées en particulier dans le texte intitulé « Bilan et perspectives ».

II. Le prolétariat, avant-garde de la révolution : la théorie de la « révolution permanente »

Nous allons revenir maintenant sur les analyses et les positions politiques que Léon Trotsky présente dans son texte « Bilan et perspectives », qui contient notamment la première formulation de ce que l'on appelle la « théorie de la révolution permanente »¹.

La force du prolétariat organisé

La puissance et la vigueur du mouvement révolutionnaire de 1905 ont montré la force du prolétariat organisé comme classe. D'emblée, c'est lui qui s'est trouvé à la tête du mouvement révolutionnaire. Certes, la propriété des moyens de production est restée entre les mains des capitalistes, et le pouvoir gouvernemental entre celles des bureaucrates tsaristes. Mais le Soviet de Petrograd a disposé de fait des ressources nationales de la production et des moyens de communication.

La principale méthode de lutte appliquée par le Soviet a été la grève générale politique. Son efficacité révolutionnaire est venue de sa capacité à désorganiser le pouvoir. La classe ouvrière a pu ainsi créer l'anarchie au niveau de l'autorité tsariste, sans jamais devenir elle-même la victime de cette anarchie : au contraire, elle est demeurée tout au long de cette année révolutionnaire une force rigoureusement organisée, par les réunions politiques permanentes et le fonctionnement du Soviet des députés ouvriers. C'est pourquoi Trotsky se prononce tout à la fois contre les méthodes des blanquistes, partisans d'organisations conspiratives coupées des masses, et contre les anarchistes, qui croient en une explosion spontanée et élémentaire, sans qu'un but en soit précisément fixé. Au contraire,

les sociaux-démocrates (c'est-à-dire, dans le langage de l'époque, les marxistes) ont pour objectif la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente du prolétariat comme classe révolutionnaire organisée.

La profondeur du mouvement révolutionnaire qu'a connu la Russie en 1905 s'explique d'abord par le puissant développement du prolétariat russe. L'importance de celui-ci, souligne Trotsky, dépend entièrement du rôle qu'il joue dans la production à grande échelle. Or, les trois millions d'ouvriers que compte alors la Russie produisent par leur travail la moitié des revenus annuels du pays. Les moyens de production appartiennent certes à la bourgeoisie, mais le prolétariat est le seul à pouvoir les mettre en mouvement : « *de là résulte sa puissance sociale* ». Les ouvriers en lutte ont la force de suspendre, par la grève, le fonctionnement de l'économie ; par conséquent, « *l'importance du prolétariat croît en proportion de l'importance des forces productives qu'il met en mouvement* ».



L'état de développement des forces productives est donc fondamental quant à la possibilité, pour un mouvement révolutionnaire prolétarien, d'être victorieux. Il n'en est cependant pas l'unique facteur. Trotsky écrit : « *Le jour et l'heure où le pouvoir passera entre les mains de la classe ouvrière dépendent directement, non du développement des forces productives, mais des rapports dans la lutte des classes, de la situation internationale, et, enfin,*

d'un certain nombre de facteurs subjectifs : les traditions, l'initiative et la combativité des ouvriers (...). Bien que les forces productives des États-Unis soient dix fois supérieures à celles de la Russie, il n'en reste pas moins vrai que le rôle politique du prolétariat russe, son influence sur la politique de son pays et la possibilité pour lui d'influer sur la politique mondiale dans un avenir proche sont incomparablement plus grands. » La prémisse « technico-productive » (le développement du capitalisme et des forces productives) est donc essentielle à la révolution socialiste : les grandes entreprises doivent surclasser les petites afin que soit permise et efficace économiquement la socialisation de la production. Mais elle se complète par une prémisse socio-économique : il faut qu'existe une force sociale qui ait intérêt, du fait de sa situation objective, à réaliser le socialisme, qui s'organise comme classe et qui soit assez puissante pour pouvoir l'emporter : « *Cette classe, qui se développe avec le capitalisme, ne peut trouver son salut que dans le socialisme.* »

Une bourgeoisie libérale timorée

De fait, en 1905, c'est bien le prolétariat qui a été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire. La bourgeoisie libérale s'est montrée au contraire timorée et veule : elle était trop liée aux propriétaires fonciers et à l'appareil d'État pour mener très loin le combat pour ses propres revendications nationales et « démocratiques ». Elle craignait trop le mouvement ouvrier : en particulier, elle a refusé de constituer une milice, car cela supposait d'armer le prolétariat. Elle a préféré s'en remettre au pouvoir tsariste plutôt que de voir les ouvriers en armes. Trotsky fait la comparaison avec Thiers qui, en 1870, pendant la guerre franco-prussienne, préféra lui aussi livrer

¹ Léon Trotsky, « Bilan et perspectives », annexe à 1905 [éd. fr.] Paris, Éditions de Minuit, 1969, 476 p.

Paris et la France à Bismarck plutôt que d'armer les ouvriers. En Russie en 1905, les cadets (constitutionnels-démocrates, bourgeois libéraux réclamant au tsar une Constitution) se sont écartés de l'arène politique dès que le mouvement de grève révolutionnaire a pris de l'ampleur.

Pourtant, les mencheviks (fraction opportuniste droitière de la social-démocratie russe) n'ont eu de cesse d'en appeler aux cadets pour qu'ils dirigent la révolution. Au prétexte que, à cause du retard du développement économique russe, la révolution ne pouvait être que « bourgeoise », les mencheviks ont voulu limiter la révolution à l'objectif d'en finir avec tsarisme, l'absolutisme et le féodalisme, et faire de la bourgeoisie la principale force de la révolution. Fondamentalement « étapiste », leur méthode pourrait se résumer dans la formule : chaque chose en son temps et chacun à son tour. Dès lors, sous-estimant la force du prolétariat et le développement de la social-démocratie russe elle-même, et surestimant la volonté politique des bourgeois libéraux, les mencheviks souhaitaient au fond, selon Trotsky, « que la social-démocratie, au lieu d'agir comme le parti indépendant du prolétariat, ne soit qu'une agence révolutionnaire destinée à assurer le pouvoir à la bourgeoisie ».

Trotsky s'oppose radicalement à cette orientation. Pour lui, ce qu'a montré la révolution de 1905, c'est que la bourgeoisie n'est pas capable de réaliser en Russie ne serait-ce qu'une révolution démocratique. Il est donc indispensable, pour le prolétariat, de ne pas fondre ses organisations dans celles des bourgeois libéraux, et les social-démocrates doivent défendre leurs propres mots d'ordre sans se soumettre à la bourgeoisie. D'ailleurs, comme l'ont déjà montré, avant 1905, les révolutions du XIX^e siècle, et en particulier celles de 1848, la bourgeoisie finit toujours par rejoindre le camp de la réaction, devient toujours contre-révolutionnaire, quand le prolétariat commence à se constituer comme classe et comme

force organisée, menaçant dès lors les intérêts capitalistes.



L'alliance du prolétariat et de la paysannerie

Quant aux paysans, ils peuvent, selon Trotsky, constituer une force prodigieuse au service de la révolution. Bien sûr, écrit Trotsky, « *le parti des moujiks ne peut prendre la tête de la révolution bourgeoise et libérer les forces productives de la nation* » : en dehors du prolétariat, il n'y a pas de prétendant au pouvoir révolutionnaire ; et le caractère arriéré et petit-bourgeois de la cette classe pourrait être source de « *terribles difficultés* » pour la révolution. Cependant, il est fondamental, pour le prolétariat, de s'appuyer sur la paysannerie. De cette manière, dans le processus révolutionnaire, le prolétariat sera, aux yeux de la paysannerie, la classe qui l'aura émancipée. Corrélativement, la domination du prolétariat implique la reconnaissance des transformations révolutionnaires accomplies par les paysans dans les rapports sociaux à la campagne, la reconnaissance des expropriations qu'ils auront réalisées.

C'est l'occasion pour Trotsky de prendre position sur la question de l'expropriation de la terre. À ses yeux, imposée à toutes les terres, elle serait une « erreur grossière », car elle dresserait aussitôt la paysannerie contre le prolétariat urbain. Marx et Engels le soulignaient : à la campagne, il s'agit d'avancer progressivement dans la socialisation de la production. L'expropriation des petites exploitations vivant en économie plus ou moins fermée n'est pas à l'ordre du jour du prolétariat socialiste.

La révolution permanente

Tirant les leçons de 1905, qui a consacré la force du prolétariat comme avant-garde révolutionnaire, Trotsky présente sa « théorie de la révolution permanente ». Il s'agit bien d'une théorie pensée par et dans le mouvement révolutionnaire, dans l'action militante, et non d'une réflexion abstraite conçue « en chambre ». Cette théorie est celle de la nécessaire transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne. Elle suppose donc que ne soient plus dissociés, pour la social-démocratie, programme minimum et programme maximum. Elle implique également qu'on ne saurait simplement procéder par étapes, mais que, dans toute révolution de nature « bourgeoise » quant à ses fins immédiates, le noyau prolétarien est le moteur et avance toujours déjà vers la révolution socialiste.

Trotsky écrit ainsi que la révolution doit « *envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, mais ne peut pas s'arrêter là* ». Une fois le prolétariat au pouvoir, non seulement il ne voudra pas, mais il ne pourra pas se limiter à un programme démocratique bourgeois. C'est ce qu'a montré la grève générale de 1905 : lorsque le Soviet a voulu imposer la journée de huit heures, le patronat a répliqué par le lock-out. La seule solution aurait été d'exproprier les usines fermées et d'organiser la production sur une base socialiste. Il en va de même pour l'embauche des chômeurs, que le prolétariat doit imposer lui-même. La révolution permanente signifie donc que le pouvoir révolutionnaire réalise des réformes sociales toujours plus radicales, et que chaque pas en avant dans la satisfaction des revendications mène à la révolution socialiste.

Mais cela même suppose que le prolétariat russe trouve appui et soutien dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat européen. De ce point de vue, lorsque Trotsky écrit, en 1907, tous les espoirs sont permis. La social-démocratie allemande se développe de manière vertigineuse. En

France, depuis que le parti radical est au pouvoir (1902), le mouvement ouvrier se trouve pour ainsi dire « libéré » de ses alliances passées avec les partis bourgeois républicains, qui avaient été scellées sur la base de leur opposition commune à la réaction et au cléricalisme. Cependant, très attentif aux développements de la social-démocratie en Europe, Trotsky indique certains traits per-

vers qui pourraient devenir des obstacles dans un mouvement révolutionnaire : ainsi la social-démocratie allemande s'accroît-elle en présentant des traits de conservatisme et d'opportunisme.

Trotsky soutient donc — et c'est la force visionnaire de sa théorie — que la révolution ne peut être conçue

qu'en tenant compte du mouvement global du capitalisme et de la lutte de classes. Pour lui, le prolétariat russe ne pourra mener la révolution à son terme que si la révolution russe se transforme en révolution du prolétariat européen. C'est là un des principaux problèmes auxquels celle-ci se heurtera...

III. La révolution russe de 1917

Les événements de février et leur suite marquent le début de la révolution russe de 1917, son premier volet en quelque sorte, sa partie bourgeoise aussi, puisqu'en sortira un gouvernement dirigé par le parti de la bourgeoisie, les cadets. Cependant la force motrice de ce premier volet est déjà le prolétariat et ses institutions révolutionnaires : les soviets, qui réapparaissent douze ans après la révolution de 1905. Nous présentons ici un exposé qui repose essentiellement sur l'Histoire de la révolution russe de Trotsky.

Une bourgeoisie faible et incapable de prendre le pouvoir

L'un des traits essentiels de l'histoire de la Russie est la lenteur de son évolution, économiquement, socialement et culturellement. Sa situation, entre l'Orient et l'Occident, peut l'expliquer : elle subit le joug de l'Orient mais ne suit pas son modèle car elle reste toujours sous la pression militaire de l'Occident. Cependant, elle bénéficie de ce que Trotsky appelle le développement combiné, qui découle justement de l'inégalité des rythmes d'évolution.

En ce qui concerne l'industrie, en particulier, la Russie n'est pas passée par toutes les étapes de l'évolution économique de l'Europe capitaliste, elle s'y est insérée au fur et à mesure que celle-ci débordait des frontières nationales. Elle a ainsi profité d'effets

de rattrapage. Une des conséquences en est que, de 1905 à la Première Guerre mondiale, la production industrielle a doublé. Cependant, l'économie russe reste handicapée par sa faible productivité du travail, et l'industrie reste très minoritaire : l'écrasante majorité de la population est paysanne et travaille encore comme les paysans français ou anglais du XVII^e siècle. Par contre, le développement brusque de l'industrie a donné naissance à des entreprises gigantesques comptant des milliers d'ouvriers. Ainsi les entreprises de plus de 1000 salariés emploient-elles 42 % des ouvriers, alors qu'elles en rassemblent seulement 18 % aux États-Unis par exemple. De plus, l'industrie russe est presque entièrement aux mains des banques, elles-mêmes contrôlées par la finance européenne, par l'intermédiaire de tout un réseau de banques auxiliaires et intermédiaires. En tout, 40 % des capitaux investis en Russie sont étrangers, et la proportion est encore plus forte dans l'industrie lourde (métaux, charbon, pétrole).



Cette situation économique a déterminé profondément la physiologie sociale et politique de la bourgeoisie russe : celle-ci est numériquement faible et s'en remet politiquement au tsar, donc à l'aristocratie et à la bureaucratie largement corrompue — ce régime politique étant d'ailleurs soutenu également par les bourgeoisies européennes, notamment française. En 1905, la bourgeoisie russe s'est ainsi montrée veule, incapable de se battre pour le renversement du tsar ou même l'instauration d'un régime parlementaire, tétanisée notamment par sa peur des ouvriers soulevés...

Un prolétariat puissant, dont la conscience se constitue rapidement

En effet, si la bourgeoisie russe n'est pas assez puissante pour prétendre au pouvoir, la classe ouvrière l'est elle-même déjà trop. Le prolétariat russe n'est pas lui non plus passé par toutes les phases de l'évolution occidentale, il n'a pas connu les corporations d'artisans, son développement à partir du vivier des masses paysannes, se fait par bonds, suivant les besoins de l'industrie. D'un côté, ce prolétariat, directement prélevé au village, a conservé des liens et des contacts avec ses origines sociales. Mais, d'un autre côté, lui aussi bénéficie du développement combiné de l'industrie russe : il est très concentré dans de grands établissements de quelques grandes villes, ce qui est

facteur d'organisation et de culture ; de plus, sa conscience de classe s'enrichit rapidement, se nourrissant à la fois de l'histoire du prolétariat européen (notamment du développement du marxisme) et de sa propre expérience, où la révolution de 1905 et les soviets occupent évidemment une place fondamentale.



La guerre, meurtrière et grosse de révolte

La guerre impérialiste débutée en 1914 a pour cause la concurrence interimpérialiste pour la domination mondiale. Mais cet enjeu global dépasse les possibilités de la Russie : ses propres buts de guerre (détroit de Turquie, Galicie, Arménie...) doivent impérativement correspondre aux intérêts des principaux États en guerre, c'est-à-dire de ses alliés (la France et l'Angleterre). Pour cela, la Russie est en quelque sorte condamnée à payer ses alliances avec ces pays plus avancés : elle est contrainte d'importer leurs capitaux et de leur verser les intérêts ; comme l'écrit Trotsky, elle a « *le droit d'être une colonie privilégiée de ses alliés* »... Ainsi, même si elle a dans cette guerre des intérêts impérialistes de niveau mondial, la bourgeoisie russe peut être considérée comme à demi « compradore », dépendante de la finance étrangère et d'États plus puissants.

L'armée russe, fournie en hommes par le service militaire obligatoire, connaît les mêmes antagonismes sociaux que l'ensemble de la société. Les officiers ont les mêmes tares que les classes dominantes dont ils sont issus : passéisme, bureaucratisme, corruption, etc. Les soldats sont des paysans envoyés au front sans réelle instruction, sans

avoir pu assimiler la technique militaire moderne importée des pays avancés... Comme l'industrie, l'armée russe dépend de ses alliés... qui sont trop éloignés pour pouvoir l'aider efficacement. De là ses défaites rapides sur le front allemand.

Or ces défaites entraînent la démoralisation, des désertions... et beaucoup de réflexion parmi les soldats. Les années passent et, sur le front comme à l'arrière, se fait sentir la lassitude de la guerre. Les classes les plus pauvres et les campagnes en ont assez de se faire prélever de la chair pour les canons. Dans le même temps, les industriels se mobilisent pour les besoins matériels de l'armée, ils leur consacrent jusqu'à 50 % de la production industrielle nationale, accroissant l'exploitation des ouvriers... et réalisant ainsi d'énormes bénéfices...

Tensions entre les classes

La guerre à son début a mis momentanément fin à un cycle montant de grèves. Les ouvriers sont eux aussi mobilisés pour le front : à Petrograd jusqu'à 40 % de la main d'œuvre est renouvelée. Mais les grèves reprennent à partir de 1915 et montent en puissance, changeant progressivement de nature, acquérant un caractère de plus en plus anti-guerre et politique. Pendant toute l'année 1916, avec la dégradation des conditions de vie des masses, les meetings se multiplient, les ouvriers, poussés à bout, sont nerveux et combattifs, ils se lancent dans des grèves dont les revendications ne sont plus simplement économiques, mais aussi politiques. Or, si le prolétariat russe est largement minoritaire, ses liens avec la paysannerie lui permettent de rencontrer un puissant appui parmi les masses paysannes, dont les forces actives et la jeunesse connaissent au front un bouleversement de leurs conditions d'existence et un brassage qui sont sources d'expériences et de réflexions. Les ouvriers avancés les aident à prendre conscience de la nature du tsarisme, clé de voûte de l'aristocratie foncière qui les pille, et

de la veulerie de la bourgeoisie, incapable de conquérir le pouvoir et donc de régler la question agraire en donnant la terre aux paysans.



La monarchie comme la bourgeoisie tremblent devant les défaites militaires et les tensions intérieures. Pour essayer de contrôler la situation sans s'embarrasser de la Douma (Parlement croupion octroyé après la révolution de 1905), le tsar décide d'ajourner celle-ci. Les ouvriers répliquent par des grèves. Partagés entre sa peur panique des ouvriers et ses propres aspirations politiques, l'opposition bourgeoise réaffirme son soutien à la politique du tsar, tout en décidant d'utiliser la Douma pour critiquer en parole la monarchie — mais sans poser la question du pouvoir : de fait, ses critiques en restent à la question du ravitaillement des troupes, dont la désorganisation mène au désastre...

En ce qui concerne enfin les partis qui se réclament du socialisme, le début de la guerre a montré leurs faiblesses. Les socialistes révolutionnaires (parti paysan) et la plupart des mencheviks (sociaux-démocrates) ont refusé de combattre contre la guerre, beaucoup tombant dans le social-chauvinisme, comme l'écrasante majorité des partis sociaux-démocrates et des syndicats européens. Après la répression terrible dont il a été victime suite à la défaite de la révolution en 1905, le parti bolchevik s'est reconstitué sous la direction des émigrés, et il a beaucoup progressé notamment dans les années qui ont précédé la guerre. Mais il est infiltré de partout par la police : à Petrograd, par exemple, 3 des membres du comité du parti sur 7 sont des agents de l'Okhrana, la police secrète du tsarisme ! Politiquement, le parti bolchevik est le seul à avoir dénoncé et combattu la guerre dès 1914. Pen-

dant la guerre, la police, qui suit de très près la politique et la pratique du parti bolchevik, écrit dans un rapport : « *L'élément le plus énergique, le plus allègre, le plus capable de lutter infatigablement, de résister et de s'organiser constamment, se trouve dans les groupements et les individus qui se concentrent autour de Lénine.* »

Cependant, la politique des bolcheviks n'a pas été sans ambiguïté dans certains cas, les conditions de la guerre s'ajoutant à celles de la clandestinité pour désorganiser le parti, et conduisant parfois à des prises de position opportunistes : c'est ainsi que, à la Douma, la fraction bolchevik a voté avec les mencheviks une motion s'engageant à défendre « *les biens culturels du peuple contre toutes atteintes, d'où qu'elles vinssent* »... Lénine, quant à lui, s'est battu pendant toute la guerre suivant une orientation connue sous le nom de « *défaitisme révolutionnaire* » : chaque parti marxiste national doit se battre avant tout pour la défaite de son propre impérialisme, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile...

Les journées de février

En février 1917, ni le parti bolchevik, ni personne ne s'attendaient à ce que la journée internationale des femmes, prévue pour le 23, soit la première journée d'une révolution. Nul n'a la moindre idée de ce qui se prépare, et les bolcheviks déconseillent la grève...

Pourtant, les ouvrières cessent le travail et manifestent massivement, allant d'usine en usine pour appeler les travailleurs à les suivre et à les soutenir. Les bolcheviks, comme les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires emboîtent le pas à cette mobilisation spontanée des masses. Ces ouvrières du textile, pour une grande part femmes de soldats, constituaient certainement la fraction la plus exploitée du prolétariat. Ce sont elles qui déclenchent la révolution : la grève qu'elles ont impulsée

s'étend, devient générale. Une gigantesque manifestation est convoquée...



Le comité central des bolcheviks hésite, avant d'appeler finalement à la grève générale le 25. Le comité de Petrograd est arrêté, mais c'est bien spontanément que la grève est devenue générale, tendant rapidement à se transformer en insurrection, car la masse prend conscience de sa force. Le gouvernement s'est préparé à la répression, mais les cosaques sont passifs et prennent parfois la défense des manifestants lorsque la police tire sur la foule. Les ouvriers interpellent les soldats et s'efforcent de fraterniser en les invitant à se joindre à eux. Lorsque la police intervient, les manifestants décident de résister et d'aller jusqu'au bout...



Malheureusement, aucun parti ne sait prendre la direction révolutionnaire, aucun n'appelle à l'organisation de l'insurrection armée. La direction bolchevik de Petrograd (Staline, Kamenev) manque d'initiative. Les dirigeants retardent considérablement sur les ouvriers, qui s'organisent eux-mêmes, mais

manquent de direction politique. Le 26, c'est l'affrontement général dans la capitale. Les ouvriers se heurtent à la police et à l'armée. Tout va dépendre de l'attitude des soldats. Vers le soir, des mutineries éclatent. L'armée se soulève enfin. Dès lors, c'en est fini de la monarchie, privée de son bras armé : elle s'effondre, presque facilement. La capitale est conquise par les ouvriers et les soldats. Les prisons sont ouvertes. Les mencheviks se précipitent à la Douma pour négocier une solution politique avec les partis bourgeois ; les bolcheviks se rendent dans les casernes et les usines...

Le soir du 27, les soldats, les étudiants, les ouvriers et les habitants des quartiers populaires convergent vers le palais de Tauride dans lequel un état-major révolutionnaire s'est établi. En fait, cet état-major s'est autoproclamé après l'insurrection et ne dirige rien : les dirigeants véritables de la révolution sont dans la rue et se montrent méfiants à l'égard de cette première tentative d'institutionnalisation : ce sont des ouvriers et des soldats de la base, qui ont cependant souvent une expérience de la lutte des classes, notamment la mémoire de 1905, et une culture révolutionnaire, qui leur permettent d'être l'avant-garde consciente de toute la classe. En fait, beaucoup d'entre eux ont été formés directement par les bolcheviks, qui se trouvent bien sûr parmi eux.

Double pouvoir et affrontement entre les classes. Les paradoxes de février

Pendant l'insurrection la bourgeoisie apporte son soutien au tsar et appelle la monarchie à la répression ; elle tente de négocier pour instaurer une dictature qui lui soit favorable. Mais l'insurrection triomphe et les soviets (conseils d'ouvriers et de soldats) se constituent. À Petrograd en particulier, le soviet de 1905 renaît de ses cendres : très vite, il concentre la réalité du pouvoir et devient le centre nerveux de la révolution. À la tête des soviets sont élus majoritairement des socialistes révolutionnaires et des

mencheviks, partis « socialistes » majoritaires dans le mouvement révolutionnaire et ouvrier russe d'avant guerre. Les masses leur font confiance et leur remettent le pouvoir.

Or c'est là que gît le « paradoxe de février » : ces « socialistes » ne veulent pas du pouvoir ! Alors que la situation est révolutionnaire, ils prônent, au nom de la légalité, une orientation qui se ramène à l'abandon de leurs revendications de toujours : la paix, la république, la journée de 8 heures, la répartition des terres... ! Ils ne demandent plus que la liberté d'expression ! Pratiquement, ils cherchent à remettre le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, qui na pourtant joué aucun rôle dans l'insurrection et espérait sa défaite ! De fait, la bourgeoisie ne voulait pas non plus du pouvoir et aurait voulu rétablir la monarchie ! Mais cette solution n'est plus possible : les masses ne veulent évidemment pas du retour du tsar honni qu'elles viennent de faire chuter si facilement. Finalement, les cadets (bourgeois libéraux), les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se mettent d'accord pour un gouvernement provisoire dirigé par le prince Lvov, reposant fondamentalement sur Milioukov, chef du parti cadet, véritable axe politique de ce gouvernement, et disposant d'une caution « socialiste » en la personne de Kerensky, nommé à la justice.

Le comité exécutif du soviet de Petrograd, dirigé par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, impose le soutien des ouvriers et des soldats au nouveau pouvoir bourgeois-libéral. Ce comité exécutif n'est pas né de la lutte elle-même, comme il était apparu en 1905 pour déclencher et diriger l'insurrection : il s'est constitué pour contrôler et canaliser le mouvement des masses. Mais les différentes fractions des masses révoltées n'ont pas toutes le même niveau de conscience, et il manque de toute façon une réelle direction marxiste révolutionnaire qui ait une influence massive. Les soldats, en particulier, qui sont très majoritairement d'origine paysanne, élisent comme représentants des tribuns petits

bourgeois : les « socialistes-révolutionnaires », dont le programme est de rendre la terre aux paysans, obtiennent de loin la majorité des délégués. Le parti cadet n'a en revanche aucun succès. Quant aux partis ouvriers, le parti menchevik a une réelle influence parmi les ouvriers de base. Le parti bolchevik n'a de succès que dans l'avant-garde, et il subit la pression : sous la direction de Staline et Kamenev (Lénine n'est pas encore rentré en Russie), au lieu de combattre fermement sur une ligne révolutionnaire, contre la canalisation-liquidation de la révolution, pour le pouvoir aux soviets, il se rapproche du parti menchevik, se contente d'une lutte de type parlementaire dans le soviet et apporte même dans un premier temps son soutien au gouvernement provisoire ! Sur le terrain des luttes, cependant, les bolcheviks sont sans conteste à l'avant-garde, notamment dans leur bastion du grand quartier ouvrier de Vyborg, et ils se renforcent. En effet, ils sont les seuls à ne pas abandonner les revendications du mouvement ouvrier, notamment la journée de huit heures — finalement imposée par les ouvriers au gouvernement provisoire...



Situation de double pouvoir : tout est possible...

La situation politique réelle est donc celle d'un double pouvoir : dans les faits, il y a une concurrence tendancielle entre le gouvernement provisoire, pouvoir officiel et légal, dominé par la bourgeoisie libérale avec une caution « socialiste », d'une part, et le pouvoir du soviet de Petrograd, d'autre part. Si le comité exécutif du soviet, refusant le pouvoir des ouvriers et des soldats, assure dans un premier temps la mise en place du gouvernement provisoire bourgeois,

la situation est profondément ambiguë et instable : les masses n'ont aucune intention de quitter la scène politique sur laquelle elles viennent de s'engouffrer avec une telle puissance et de tels succès. D'autant que la conquête de la journée de huit heures libère un temps précieux pour l'action et la réflexion politiques : on se met à se réunir partout, à discuter de tout, à lire ensemble les journaux... C'est une véritable explosion de l'activité et de la conscience politique du peuple...

Mais, pendant ce temps-là, la guerre continue. Partout, les soldats désertent en masse, les troupes se retournent contre leurs propres officiers, l'aspiration à la paix immédiate et sans conditions se déchaîne... Or le gouvernement provisoire, avec le soutien des dirigeants ouvriers et « socialistes », décide de poursuivre la guerre et d'ajourner en conséquence la réalisation des revendications : il veut épuiser la révolution.

Caractère paradoxal de la représentation au soviet

Nous avons vu que, malgré la victoire de la révolution sur le tsarisme, le comité exécutif du soviet soutient le gouvernement provisoire, gouvernement bourgeois qui continue la guerre et refuse de satisfaire les revendications du peuple. Mais la réalité du pouvoir est déjà aux mains du soviet, dans lequel se reconnaissent les soldats et les ouvriers, bien que les dirigeants du soviet ne pensent qu'à soutenir le gouvernement provisoire. C'est ainsi que le double pouvoir tend à se mettre en place : deux pouvoirs se font face, représentant deux classes opposées, la bourgeoisie et le prolétariat. Mais à la tête du soviet se trouvent encore « les lieutenants de la bourgeoisie dans le camp du prolétariat », comme dit Lénine. Ces conciliateurs ont peur des ouvriers, et ils influent sur la composition du soviet : à Petrograd, il y a quatre fois plus d'ouvriers que de soldats, et pourtant il n'y a au soviet que deux délégués d'ouvriers pour cinq délégués de soldats. Et, parmi les civils, tous ne sont pas élus par des ou-

vriers : les aventuriers et tribuns de toutes sortes, les journalistes et les avocats démocrates, les étudiants et les petits bourgeois radicaux, marquent de leur influence les décisions du soviet et surtout ses débats, face aux ouvriers silencieux et aux soldats irrésolus. Mais même si les soldats sont souvent sur-représentés et majoritaires dans les soviets, ils n'expriment pas, bien souvent, l'état d'esprit véritable des casernes : les dirigeants favorisent les officiers. — Or cette composition des soviets explique à ce moment une partie de leurs attermoissements patriotiques.

Errements dans la direction bolchevique

Mais le social-patriotisme n'infecte pas seulement les soviets et les conciliateurs. Les dirigeants bolcheviques eux-mêmes, notamment Kamenev et Staline, se rapprochent de l'aile gauche des mencheviques et penchent dangereusement vers la défense nationale, ligne qui domine dans la *Pravda*, au détriment du dé-faitisme révolutionnaire prôné par Lénine, lequel ne rentra d'émigration que le 3 avril.



À son retour, Lénine préconise le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », contre le gouvernement provisoire, pour mettre fin à la guerre et distribuer la terre aux paysans. Il est mis en minorité et même complètement isolé pour un moment, on qualifie ses thèses de « trotskystes », parce qu'il soutient que la révolution

socialiste peut commencer en Russie avant l'Occident. Confiant en son parti, Lénine combat la direction droitiste en s'appuyant sur les ouvriers du parti, qui avaient été formés pendant des années dans l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat allié à la paysannerie. À la base, les militants combattent sur le front des revendications élémentaires, montrant que le gouvernement provisoire et les mencheviques refusent de les satisfaire malgré la situation révolutionnaire. À ce moment-là, le Parti bolchevique compte 79 000 membres dont 15 000 à Petrograd, notamment dans le quartier de Vyborg où les ouvriers bolcheviques se sont déjà opposés à Staline et Kamenev, allant jusqu'à les menacer d'exclusion...

À la conférence du Parti des 28 et 29 avril, Lénine parvient à faire passer sa ligne, l'opposition de droite est mise en minorité, Kamenev et Staline ne sont pas élus au bureau. Cela ne signifie pas que Lénine fut le grand demiurge de la révolution, mais qu'il sut s'insérer dans la chaîne des forces historiques où, comme le dit Trotsky, il fut un grand anneau... Quant au Parti bolchevique de l'époque, forgé dans et par le marxisme vivant pendant des années avant la guerre, son caractère démocratique est prouvé par ces débats animés et ces luttes politiques internes provoqués par la pression des événements.

Crise généralisée du pays et des rapports sociaux, collaboration de classe des mencheviques et des socialistes-révolutionnaires

En avril, trois solutions sont possibles : la reprise en main de la situation par la bourgeoisie — mais cela aurait provoqué une guerre civile que celle-ci n'était pas en mesure de remporter ; le passage de tout le pouvoir aux soviets — mais les conciliateurs ne le veulent évidemment pas et ils bénéficient encore de la confiance des masses (la résolution des bolchevi-

ques proposant de donner tout le pouvoir aux Soviets est passée inaperçue) ; la coalition reste donc la seule solution : les mencheviques et les socialistes-révolutionnaires (S.R.) entrent au gouvernement, avec le soutien des soviets — seuls les bolcheviques et les mencheviques internationalistes s'y opposent.

Cependant, la situation en Russie ne cesse d'empirer et la guerre s'éternise. Bien que l'armée soit dans un profond état de décomposition, le gouvernement provisoire poursuit la guerre contre les Allemands. Les défaites sont cuisantes et ne font que renforcer à la fois la déliquescence généralisée et les motivations révolutionnaires des soldats. Du côté de la paysannerie, on assiste à une perte de confiance envers le gouvernement provisoire, qui refuse de lui donner la terre, bien que ce soit officiellement le nerf du programme du parti S.R., principale force populaire de soutien au gouvernement. Les paysans passent alors à l'offensive, en décidant de réaliser eux-mêmes l'expropriation de l'aristocratie foncière et le partage des terres... Enfin, la situation des villes est catastrophique, le ravitaillement n'est plus assuré, le coût de la vie monte en flèche, la production industrielle est au plus bas, d'autant plus que les patrons mettent en œuvre un lock-out larvé. Au même moment, les plus grosses entreprises travaillant pour la guerre engrangent des bénéfices énormes. La colère des ouvriers ne cesse de croître...



Le comité exécutif du soviet préconise en parole la réglementation de l'économie par l'étatisation, l'organisation rationnelle de la production et la fixation des prix de l'industrie par l'État. Mais jamais il ne va jusqu'à l'affrontement avec le gouvernement, qui doit toute son existence à ce soutien. Et, lorsque la cible des manifestations commence à devenir le gouvernement, le comité exécutif du soviet de Petrograd décide de ne plus manifester... Pendant ce temps-là, les forces de la contre-révolution se regroupent et se disposent pour passer à l'offensive contre les ouvriers et la révolution...

Évolution des rapports de force dans les soviets

À partir de juin, les rapports de force politiques dans les soviets commencent à changer. Les bolcheviques deviennent majoritaires au soviet de Moscou et dans la section ouvrière du soviet de Petrograd. Les ouvriers prennent conscience qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, radicalisent leur perspective politique et commencent à s'armer pour défendre et approfondir la révolution. Même dans l'armée, dont la composition est pourtant majoritairement paysanne, l'influence des bolcheviques se développe, grâce à leurs mots d'ordre liant les revendications élémentaires à la nécessité de la prise du pouvoir par les soviets. Dans la forteresse de Cronstadt, au large de Petrograd, le soviet décide de prendre en main tout le pouvoir : les officiers sont emprisonnés. Quant aux usines, la montée de l'influence bolchevique y est très puissante et rapide...

Cette influence reste cependant moindre que celle des mencheviques — qui restent très implantés dans les milieux ouvriers — et surtout que celle des S.R., qui ont le soutien d'une majorité de paysans et des petits bourgeois des villes, qui participent de plus en plus aux soviets. C'est ainsi que, lorsque le congrès pan-russe des soviets se réunit, sur 777 délégués, on compte 105 bolcheviques, 248 mencheviques et 285 socialistes-révolutionnaires. La situation dans la

capitale, Petrograd, est cependant plus avancée que dans le reste du pays : la conférence des comités de fabriques et d'usines adopte ainsi une résolution disant que seul le pouvoir des soviets peut sauver le pays. La situation tend à devenir explosive : dans le quartier ouvrier de Vyborg, la villa de Dournovo, dignitaire du Tsar, est prise et occupée par les organisations ouvrières ; mais le comité exécutif du soviet de Petrograd exige qu'ils quittent le lieu ; les bolcheviques, majoritaires dans le quartier, lancent un appel à manifester — qu'ils annulent finalement après la décision du congrès des soviets saisi de l'affaire, et face à laquelle ils jugent opportun de s'incliner, malgré la fureur des ouvriers de Vyborg, déjà prêts à en découdre avec les collaborateurs, mais encore minoritaires dans la capitale...

L'épisode de la villa Dournovo conduit le gouvernement et ses collaborateurs qui dirigent les soviets à la conclusion qu'il est temps de désarmer les masses et de lancer une offensive d'envergure contre les bolcheviques. L'influence des bolcheviques continue de se développer, comme le montre le succès de ses mots d'ordre massivement soutenus et repris dans les manifestations et la multiplication d'initiatives d'ouvriers et de soldats défiant la direction des soviets et reprenant à leur compte de plus en plus massivement l'exigence de la prise du pouvoir.... C'est alors un acharnement général contre le Parti bolchevique, qui est déclaré hors-la-loi, plusieurs de ses dirigeants étant arrêtés et ses journaux saisis...



Avec l'été, une nouvelle alternative se dessine en Russie : le gouvernement provisoire soutenu par les dirigeants collaborateurs des soviets

est de moins en moins capable de gérer la situation militaire, sociale, économique et politique ; dès lors, la situation se polarise, deux issues possibles se font jour : liquidation de la révolution par un coup d'État de type fasciste — ligne de la réaction et de la bourgeoisie, représentées par Kornilov —, ou transcroissance socialiste de la révolution à travers la prise du pouvoir par les soviets — ligne de la dictature du prolétariat, défendue par les bolcheviques...

Les journées de juillet



La période de fin juin-début juillet est marquée par une impatience grandissante des masses. La guerre coûte cher, les conditions économiques sont déplorables, sans compter le coût humain d'offensives hasardeuses. Le gouvernement, qui compte dix ministres bourgeois, est irrésolu et de plus en plus rejeté par le peuple.

À Petrograd, cette agitation est avivée par les anarchistes. Le Parti bolchevik considère que les ouvriers et les soldats les plus avancés de la capitale doivent attendre un soutien plus large des masses ; certains bolcheviks toutefois acceptent mal que leur rôle soit de réfréner l'ardeur de la population. Pour les bolcheviks, toute manifestation aurait dans les prochains jours un caractère nettement révolutionnaire, or les conditions ne sont pas prêtes.

Le 3 juillet, effectivement, sur l'initiative des régiments de mitrailleurs, des ouvriers et soldats en armes manifestent à Petrograd, sous des mots d'ordres révolutionnaires : tout le pouvoir aux soviets, départ des ministres bourgeois, non à l'offensive

contre le prolétariat allemand, la terre aux paysans, pour le contrôle ouvrier. Les bolcheviks, dont la prudence n'est pas acceptée par ces masses les plus radicalisées, changent de tactique et encadrent les manifestations. Celles-ci recommencent le lendemain, encore plus puissantes. Les seules forces armées dont dispose le gouvernement sont les cosaques et les junkers, la plupart des autres régiments observant, dans le meilleur des cas pour le gouvernement, la neutralité. Ces forces, insuffisantes pour mater le mouvement, se livrent à des provocations : il y a des morts et des blessés. Le soir du 4 juillet, les manifestants font le siège du palais de Tauride, où sont rassemblés les comités exécutifs des soviets, ils réclament tout le pouvoir pour les soviets. Les conciliateurs continuent leurs atermoiements, et refusent le pouvoir que les masses veulent leur offrir. Celles-ci, découragées, cessent alors les manifestations.

C'est pendant cette retraite qu'arrivent enfin des renforts armés pour le gouvernement, venant principalement du front. Ces régiments ont été convaincus, « preuves » à l'appui, que les manifestations de Petrograd étaient un complot des bolcheviks, à la solde de l'Allemagne. Comme l'histoire l'a plusieurs fois montré (en France en 1848 et 1870, en Allemagne en 1919...), cette poussée révolutionnaire non menée à son terme (ce qui était inévitable selon l'analyse bolchévique, une grande partie des masses se faisant encore des illusions sur les conciliateurs) est suivie d'une période de reflux. Les insurgés sont désarmés, les calomnies se propagent contre les bolcheviks, accusés d'être à la solde du Kaiser, beaucoup sont arrêtés (dont Trotsky, Kamenev...) et Lénine doit se réfugier en Finlande.

La contre-offensive réactionnaire

Une fois la peur du soulèvement populaire passée, la période qui s'ouvre est pour les bourgeois de tout poils et leurs alliés conciliateurs l'occasion de réaffirmer leur pouvoir. Les conciliateurs ont qualifié le mou-

vement de juillet de contre-révolutionnaire (car dressé contre le pouvoir issu de la révolution de Février, aux mains d'une alliance de partis ouvriers et bourgeois). Les cadets profitent de cette aubaine pour réclamer une politique toujours plus libérale, voire réactionnaire : répression suite aux journées de juillet (dissolution des régiments les plus révolutionnaires, désarmement des ouvriers), soutien aux grands propriétaires fonciers contre les réquisitions de terre, allégeance guerrière envers les alliés impérialistes, rétablissement de la peine de mort pour les soldats réfractaires, rendus responsables de l'échec des offensives militaires... Les cadets posent aussi leurs conditions pour la constitution d'un nouveau gouvernement de coalition et, le 24 juillet, les comités exécutifs des soviets (toujours dominés par les conciliateurs) remettent intégralement le pouvoir à un nouveau gouvernement, plus proche de la juxtaposition de deux cliques (conciliatrice et militaire-bourgeoise) que d'une véritable coalition. Les cadets ont en particulier imposé le réactionnaire Kornilov comme nouveau généralissime, gage de discipline sur le front et d'émancipation vis-à-vis du pouvoir issu de Février. Quant aux conciliateurs, quoique numériquement majoritaires dans ce nouveau gouvernement, ils en sont réduits aux lamentations devant les mesures de plus en plus réactionnaires imposées par leurs alliés bourgeois sous prétexte de lutter contre l'anarchie (relaxe des commandos monarchistes des Cent-Noirs par exemple). Kerensky, le président de ce nouveau gouvernement, est raillé de toutes parts, mais semble être le seul capable de servir de trait d'union entre ces deux cliques alliées qui se craignent.

Vers la crise politique

Pour se donner une légitimité, le gouvernement convoque une conférence nationale à Moscou pour le 13 août. Il s'agit d'« états généraux » de la nation tout entière, mais sans aucun pouvoir et dont le gouvernement fixe la composition : pour moitié des représentants des classes possédan-

tes, pour moitié des délégués des soviets. Les bolcheviks, à qui le droit d'expression est dénié pour cette conférence, décident de la boycotter. Cette réunion est organisée à Moscou pour l'éloigner de Petrograd, considéré comme un îlot anarchique au milieu d'un pays qui réclame l'apaisement. Elle est l'occasion pour les couches les plus réactionnaires (clergé, aristocrates...), effrayées par Février et plus encore par les journées de juillet, de relever la tête. Cependant, la conférence provoque l'hostilité des ouvriers moscovites qui, avec l'appui de leurs syndicats, paralysent la ville pour entraver son déroulement. D'autres villes de province sont touchées par la grève générale. Mais, échaudés par les journées de juillet, les ouvriers n'organisent pas de manifestations, pour éviter une confrontation avec des troupes réactionnaires prêtes à en découdre. La conférence de Moscou se déroule finalement dans une atmosphère théâtrale, chacun des deux camps présents — les démocrates conciliateurs d'un côté, les bourgeois et les réactionnaires de l'autre — jouant son rôle et défendant ses positions tout en maintenant l'apparence d'une coalition. Son principal effet est de cristalliser l'existence des deux cliques, personnifiées respectivement par Kerensky et par le généralissime Kornilov. Celui-ci n'hésite pas à recourir à des mouvements de troupes, à tel point que les conciliateurs moscovites font appel aux bolcheviks pour créer un comité de défense, craignant un coup d'État militaire de Kornilov, ostensiblement soutenu par les bourgeois et les réactionnaires.

L'impatience de la bourgeoisie est fortement aiguë dans les jours qui suivent. La chute de Riga face à l'armée allemande, « prédite » par Kornilov, rapproche le front de Petrograd. C'est un bon prétexte pour masser des troupes « sûres » (notamment les cosaques), au nom de la défense de la capitale. En fait, la conspiration contre-révolutionnaire se prépare : le Grand Quartier Général (état-major) déclare que la désorganisation de l'armée est la cause de la défaite de Riga, et prévient que tout

nouveau désordre dans la capitale sera sévèrement réprimé. De son côté, Kerensky, conscient de l'impasse dans laquelle se trouve le régime de Février, se fait complice de Kornilov, avec lequel il décide de négocier en mettant à sa disposition de nouvelles troupes pour préparer une marche sur Petrograd. La perspective d'une dictature de la bourgeoisie, sous la forme d'un directoire associant Kerensky et Kornilov, est envisagée. Pendant ce temps, les bolcheviks mettent en garde contre toute provocation et tout soulèvement prématuré.

Le putsch de Kornilov, le soulèvement ouvrier et populaire



À partir du 26 août, l'alliance fragile entre les deux cliques vole en éclats. Kornilov passe à l'offensive : il envoie ses troupes sur Petrograd dans le but d'un putsch. Kerensky, qui comprend qu'il ne serait d'aucune utilité dans le cas d'un écrasement des Soviets, joue lui aussi sa carte personnelle : il destitue Kornilov de son poste de généralissime et demande à son gouvernement les pouvoirs personnels spéciaux pour contrer l'offensive. Mais les libéraux du gouvernement, par l'intermédiaire de Milioukov, lui font comprendre que la force est du côté de Kornilov. Celui-ci prélève encore de nouvelles troupes du front (la défense du pays contre l'envahisseur allemand lui importe peu en ce moment...). Kerensky et les conciliateurs prennent peur face à l'attitude de leurs alliés bourgeois, ils demandent alors l'appui des masses, ainsi que des bol-

cheviks qui sont majoritaires à Petrograd, pour défendre la capitale. Mais la base n'a pas attendu : les ouvriers prennent les armes, les cheminots détournent les convois korniloviens, les soldats se mobilisent, les matelots de la forteresse de Cronstadt (sur la mer baltique, au large de Petrograd) se dressent contre leurs officiers et libèrent les prisonniers de juillet... Le 30 août, Kornilov est défait, celui-ci et les principaux généraux conspirateurs sont arrêtés, abandonnés par le reste de la bourgeoisie après avoir été encouragés par elle...

Cette défaite de Kornilov par les masses elles-mêmes sera le point de départ d'une nouvelle radicalisation de celles-ci, et d'une montée en puissance des bolcheviks, qui ont été à l'avant-garde pour défendre la révolution de Février, participant au front uni contre la réaction (alors même que leurs principaux dirigeants étaient toujours contraints à l'exil ou maintenus en prison par le gouvernement provisoire), tout en préservant leur indépendance politique vis-à-vis des conciliateurs. Leur ascension sera dès lors irrésistible : ils gagneront rapidement la confiance de la majorité des soviets dans les semaines suivantes, jusqu'à la prise de pouvoir d'octobre.

Montée en puissance des bolcheviks

Temporairement freinée par les calomnies dont ils ont été l'objet en juillet, l'influence des bolcheviks va de nouveau en s'accroissant à partir de fin août. Le putsch raté de Kornilov a entraîné une radicalisation des masses, due à une perspicacité accrue à l'égard des conciliateurs, qui continuent à affirmer que la coalition avec la bourgeoisie est indispensable, alors que celle-ci n'hésite pas à encourager un mouvement contre-révolutionnaire pour mettre fin aux soviets. L'attitude des bolcheviks pendant la crise d'août, comparée à celle des « patriotes » qui les avaient calomniés en juillet, met fin aux soupçons de beaucoup. Dans les soviets, les bolcheviks prennent de plus en plus d'importance, par le nombre crois-

sant de leurs délégués, mais aussi, dans les régions où ils ne sont pas présents, par le caractère radical des décisions prises : malgré les moyens limités du parti (manque d'imprimerie, et d'orateurs hors des grandes villes), les idées bolchéviques circulent dans l'ensemble du pays. Ils reprennent également leur activité sur le front : le nouveau rapport de forces leur permet enfin de prendre la parole lors des meetings de soldats, ce qui leur était interdit de fait auparavant. Début septembre, les conciliateurs, plombés par leur indéfectible soutien au gouvernement Kerensky haï des masses, doivent abandonner la direction des soviets de Petrograd et de Moscou aux bolcheviks.



S'ouvre une courte période où le parti, Lénine en tête, croit en la possibilité d'une transition pacifique vers un gouvernement des soviets. À la suite des journées de juillet, les bolcheviks avaient renoncé au mot d'ordre de « pouvoir aux soviets », ceux-ci étant dirigés par les conciliateurs dont la seule perspective était clairement de confier ce pouvoir à un gouvernement de coalition avec les bourgeois. Maintenant, il est de nouveau adéquat de réclamer le pouvoir pour les soviets, même si les conciliateurs refusent toujours une union avec les bolcheviks à l'intérieur de ces soviets.

Après une période où Kerensky détient de fait le pouvoir, à la tête d'un directoire de cinq personnes, s'ouvre le 14 septembre une « conférence

démocratique », à l'initiative des conciliateurs, qui refusent le pouvoir aux soviets, mais qui veulent en même temps réfréner l'ambition de Kérénsky. La composition de cette conférence doit assurer la majorité aux conciliateurs, les bolcheviks ont une représentation minoritaire mais non négligeable, des groupements petit-bourgeois sont également représentés. Mais cette conférence ne montre une fois de plus que son incapacité : ainsi se prononce-t-elle à la majorité pour une nouvelle coalition entre bourgeois et partis soviétistes, tout en ajoutant un amendement qui exclut de toute nouvelle coalition le parti cadet, parti bourgeois représentatif. La seule issue est la création d'une nouvelle instance, le Soviet de la République (ou Préparlement), constitué sur la base des forces présentes à cette conférence, auxquelles s'ajoutent des représentants des classes possédantes et des cosaques. Le Comité central du Parti bolchévique est divisé sur la participation à ce Préparlement, mais le congrès du parti se prononce finalement pour la participation, contre l'avis de Trotsky et Lénine qui y voient une manière de repousser la question de la prise de pouvoir révolutionnaire. Toutefois, cette décision du congrès est souvent contestée par les résolutions des organisations locales.

Il est également sorti de la « conférence démocratique » un nouveau gouvernement de coalition, caractérisé par les bolcheviks comme un gouvernement de guerre civile contre les masses. Mais cette lutte pour le pouvoir gouvernemental ne s'accompagne bien sûr d'aucune mesure pour mettre fin à une situation économique désastreuse. Dans les villes, beaucoup d'ouvriers se mettent en grève, mais les plus avancés considèrent déjà ce mode d'action comme dépassé et se rallient à l'objectif de l'insurrection.

Frustrations et combat des paysans et des peuples opprimés

Dans les campagnes, les mois de septembre et octobre marquent le summum de la révolte paysanne, qui touche l'ensemble du pays. Les paysans s'emparent des terres des grands propriétaires, il y a des violences et des destructions. Les masses les plus pauvres sont aussi les plus radicales, et les représentants locaux de l'État n'osent pas s'opposer à ce mouvement, malgré les plaintes des propriétaires qui voient dans l'anarchie la trace de l'influence des bolcheviks. En fait, ces derniers sont peu présents dans les campagnes, mais le mouvement échappe aussi largement aux socialistes-révolutionnaires, leur programme agraire ayant été abandonné de manière opportuniste pour cause de coalition. En revanche, par l'adéquation de leurs mots d'ordre aux revendications des paysans les plus pauvres, les bolcheviks parviennent à s'implanter peu à peu dans les campagnes, moins directement que par l'influence des soldats revenant du front, où ils ont été éduqués politiquement.



Au même moment, les différents peuples opprimés de l'empire tsariste déchu se soulèvent eux aussi. Le renversement de la monarchie n'a pas impliqué pour eux de révolution nationale. La domination du pouvoir grand-russe, sous la pression de la bourgeoisie impérialiste, est toujours à l'œuvre. Les peuples opprimés ont simplement acquis une égalité des droits civiques, non l'indépendance qu'ils réclament. Dans les territoires les plus arriérés, où la domination grand-russe a pris les formes de la colonisation, les conciliateurs locaux, proches de la population, vont souvent plus loin dans les revendications

que ne le veut le pouvoir central. Le Parti bolchévique est peu implanté parmi les peuples opprimés de l'empire tsariste, mais la faillite des gouvernements de coalition sur la question nationale comme sur les autres, provoque le plus souvent de la bienveillance à son égard, d'autant plus quand il y a coïncidence des antagonismes sociaux et nationaux.

Les préparatifs de l'insurrection

Sous la pression des événements et de la radicalisation des masses, les bolcheviks ont rapidement évolué à gauche. Malgré l'opposition de Kamenev, il est décidé une sortie démonstrative du Préparlement (7 octobre), Trotsky y dénonçant la représentation exagérée des possédants, la politique économique du gouvernement, et en appelant au peuple pour la défense de la révolution et l'instauration du pouvoir des soviets. Ce Préparlement se montre de toute façon incapable de trancher les questions les plus graves selon lui, comme celle des moyens de rendre à l'armée son ardeur combative. Les bolcheviks consacrent leur énergie à l'agitation en faveur du pouvoir aux soviets. Les orateurs manquent (Lénine est toujours réfugié en Finlande, Kamenev et Zinoviev s'opposent à la perspective de l'insurrection qui se dessine...), mais l'agitation est efficace dans les masses.

Un congrès des soviets est convoqué pour le 20 octobre. Pour les bolcheviks, il doit marquer l'instauration du pouvoir des soviets. Les conciliateurs, qui s'étaient tout d'abord ralliés à ce congrès, le désavouent ensuite ; cette attitude ne fait qu'accélérer le ralliement à la ligne bolchevik des soviets les plus retardataires.

Après s'être battu pendant plusieurs semaines contre le Comité central du parti bolchevik (tout comme en avril), Lénine parvient enfin, le 10 octobre, à rallier une majorité à une motion qui met à l'ordre du jour immédiat la préparation de l'insurrection. Les conditions politi-

ques sont maintenant mûres pour cette insurrection (en particulier grâce à l'attitude des paysans), il est donc urgent de s'atteler à la tâche.



Les opposants à cette perspective parmi les bolcheviks, principalement Kamenev et Zinoviev, mais qui se retrouvent à tous les échelons du parti, ont encore des illusions sur une transition institutionnelle vers un pouvoir des soviets : ils veulent attendre le Congrès des soviets, voire l'Assemblée constituante — dont les élections sont en préparation, le gouvernement les ayant longtemps repoussées, mais ayant décidé de les convoquer pour essayer de sauver le régime. Zinoviev et Kamenev, allant jusqu'à rompre la discipline du parti, parlent d'« aventurisme », craignant qu'une insurrection fasse perdre aux bolcheviks la confiance des masses.

L'insurrection est malgré tout programmée, prévue initialement pour le 15 octobre, et en tout cas *avant* que ne se réunisse le congrès des soviets : forts de l'expérience historique de la Commune de Paris, les bolcheviks savent parfaitement que la bourgeoisie, toute démocratique qu'elle se prétende, ne se laissera pas prendre le pouvoir sans y être contrainte par la force. En outre, l'attitude des conciliateurs depuis février, refusant de rompre avec la bourgeoisie même quand celle-ci affichait le plus son caractère réactionnaire, montre qu'ils devront eux aussi être mis au pied du mur pour éventuellement accepter que les soviets prennent enfin tout le pouvoir.

Les antagonismes dus à la dualité des pouvoirs s'accroissent. Le soviét de Petrograd décide la création d'un Comité militaire révolutionnaire (avec à sa tête un jeune socialiste-révolutionnaire de gauche, Lasimir),

dans le but de contrôler la défense de la capitale (notamment pour empêcher la dispersion des troupes révolutionnaires par le gouvernement). Il est également créé une section de la garde rouge (ouvriers armés), placée avec la garnison sous la direction du Comité militaire. Le gouvernement s'inquiète de ces démonstrations de force, comprenant ce qui se prépare. Il réclame les troupes de Petrograd pour le front, mais la délégation du soviét tient tête et refuse ce prélèvement.



Le Comité militaire poursuit ses préparatifs, avec en particulier des mesures préventives contre les forces contre-révolutionnaires (junkers, cosaques, cent-noirs). Pendant les jours qui précèdent le congrès des soviets (finalement repoussé au 25 octobre pour des raisons techniques), la presse bourgeoise annonce des manifestations des bolcheviks. Mais ceux-ci ne font que recenser leurs troupes en vue de l'insurrection, ils s'assurent que les masses de Petrograd et des alentours leur sont acquises. Les meetings renforcent à la fois les masses et leurs dirigeants dans l'idée que tout est prêt pour l'insurrection. La dernière étape est la conquête politique, suite à un meeting de Trotsky, des soldats de la forteresse Pierre-et-Paul, jusque-là réfractaire à l'autorité du Comité militaire.

Le déroulement de l'insurrection

Le 23 octobre, l'état-major de l'armée officielle est définitivement relevé de son commandement sur les troupes de Petrograd. Le Parti bolchevik n'attend plus que le gouvernement fasse le premier geste d'offensive comme signal de départ pour l'insurrection, qui sera d'autant

plus efficace et suivie qu'elle se parera des couleurs de la défensive...

Dans la nuit du 23, le gouvernement décide des poursuites judiciaires contre le Comité militaire, et la mise sous scellés des imprimeries bolchéviques. Mais les ouvriers et soldats se mobilisent et font paraître les journaux, et ils demandent des ordres pour la défense du palais de Smolny (siège du Comité militaire). Le croiseur « Aurore » se met aussi à disposition.

La journée du 24 est occupée à la répartition des tâches pour les bolcheviks. Pendant ce temps-là, les défections de troupes continuent parmi celles qui étaient jusque-là contrôlées par le gouvernement, comme par exemple le bataillon de motocyclistes. Au Préparlement, Kérénsky décrète des mesures contre les bolcheviks, mais les troupes qu'il a encore à sa disposition (junkers, cosaques) sont trop faibles par rapport à l'adversaire pour les exécuter.



Dans la nuit du 24, le Comité militaire fait occuper les centres névralgiques de Petrograd. Des troupes de junkers et des officiers sont arrêtés et désarmés. Parfois, les bolcheviks font preuve d'une trop grande indulgence envers les ennemis : sûrs de leur force, ils espèrent le moins de violence possible ; ils auront plus d'une fois à le regretter par la suite, pendant la guerre civile. Quant aux conciliateurs du Comité exécutif des soviets, ils ne peuvent que constater l'insurrection ; ils n'ont désormais plus de place propre dans le conflit direct entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Le matin du 25, le Comité militaire annonce qu'il a pris le pouvoir et que le gouvernement est démis. En fait, celui-ci siège toujours au Palais d'hiver, dont la prise a été retardée (le comité a bien des lacunes dans la science militaire). Dans la journée, le Préparlement est évacué sans arrestation. La prise de la capitale s'est globalement déroulée dans le calme, comme un relèvement de la garde...

La seule tâche qui reste est donc la prise du Palais d'hiver. Parmi les bolcheviks, on commence à s'agacer du retard : il faut que l'action soit menée avant l'ouverture du Congrès des soviets, afin de mettre les conciliateurs devant le fait accompli. Le dispositif de défense du Palais d'hiver est en déliquescence, les junkers et les cosaques ne savent pas quelle attitude adopter. Dans la nuit, suite à une canonnade purement démonstrative de l'« Aurore », le Palais d'hiver tombe sans combat, et le gouvernement est arrêté sans effusion de sang, à l'exception de Kérensky qui a réussi à s'enfuir vers le front.

Ouverture du Congrès des soviets

Le Congrès des soviets est déjà réuni depuis le matin du 25, et les conciliateurs ne représentent qu'un quart des délégués. La première journée est consacrée aux réunions de fractions. Tous attendent le dénouement du siège du Palais d'hiver avant de commencer les discussions. Un bureau du Congrès est formé, avec 14 bolcheviks et 7 socialistes-révolutionnaires de gauche. Lénine, présent, n'apparaît pas encore publiquement.

Les conciliateurs refusent la proposition d'un front unique de la démocratie soviétique. Après l'annonce de la prise du Palais d'hiver, il ne reste au Congrès que les bolcheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche et les mencheviks internationalistes.

Le Congrès apprend que les troupes du front qui avaient été désignées par Kérensky pour réprimer l'insurrection se rangent du côté de

celle-ci. Le matin du 26 octobre, on peut annoncer que le pouvoir est désormais aux mains des soviets.



Les premières mesures politiques du nouveau pouvoir sont prises par le Congrès lui-même, dans la nuit du 26 au 27. Il s'agit « d'édifier l'ordre socialiste », déclare Lénine, qui peut enfin apparaître publiquement, à la tribune. Les premières mesures prises par le Congrès sont donc un appel à tous les pays belligérants pour mettre fin à la guerre et discuter d'une paix juste et démocratique, un décret qui reconnaît que la terre appartient aux paysans, et la création du nouveau gouvernement : le « soviet des commissaires du peuple »...

IV. 1917-1918 : les Bolcheviks au pouvoir, premières mesures d'un gouvernement authentiquement révolutionnaire

L'écriture et la ré-écriture de l'histoire n'occupent pas la dernière place parmi les instruments utilisés pour perpétuer l'exploitation et l'oppression de l'immense majorité qui va nécessairement de pair avec le capitalisme. Depuis longtemps, mais avec une vigueur redoublée depuis une quinzaine d'années, la bourgeoisie s'efforce de discréditer la révolution d'Octobre et par là le communisme en général. À l'école comme dans les médias, la première révolution prolétarienne victorieuse est sans cesse présentée comme un coup d'État aussi sanguinaire qu'inutile. Cette déformation de l'histoire est la poursuite sous une forme adaptée à l'époque présente de la lutte que tous les États bourgeois ont menée pour

anéantir le premier État ouvrier en appuyant la guerre civile engagée par les classes dominantes déchues et leurs flancs-gardes de gauche, et en envoyant autant que possible leurs propres troupes pour s'efforcer de renverser la République soviétique naissante. Quelle était donc cette politique que la bourgeoisie voulait à tout prix abattre ? Quelles furent les premières mesures prises par le gouvernement révolutionnaire élu par le congrès pan-russe des soviets en octobre 1917 ? En quoi la politique du Conseil des commissaires du peuple dirigé par les bolcheviks à partir d'Octobre se distinguait-elle de celle menée par les mencheviks et socialistes-révolutionnaires (S-R) entre février et octobre ?

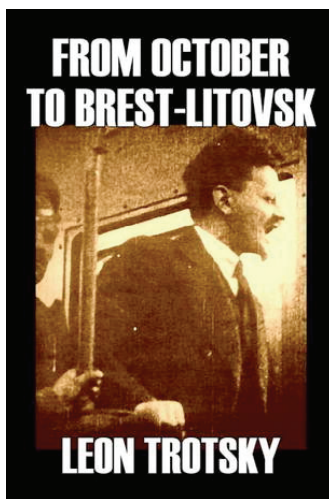
Pour bien comprendre cette différence, il faut rappeler d'abord que, au lendemain de la révolution de Février 1917, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires étaient majoritaires dans les soviets (conseils) qui surgirent dans tout le pays, à la ville et à la campagne. Le soulèvement des ouvriers et des soldats les avait portés au pouvoir : aucun ordre n'était exécuté par les ouvriers ou les soldats, s'il n'était contresigné par le soviet. Pourtant, les mencheviks et les S-R remirent le pouvoir à la bourgeoisie, en soutenant la formation d'un gouvernement provisoire dominé par les partis bourgeois. Après les journées d'avril, ils devinrent également majoritaires dans le gouvernement

provisoire. Ils ne pouvaient dès lors plus se cacher derrière ce dernier pour justifier leur capitulation devant la bourgeoisie : la politique menée était, même formellement, de leur entière responsabilité. Il faut ajouter que, jusqu'aux journées de juillet, les bolcheviks, encore minoritaires, promettaient leur soutien aux mencheviks et aux S-R contre la bourgeoisie, si ceux-ci rompaient avec elle, c'est-à-dire s'engageaient sur la voie d'une politique conforme aux intérêts du prolétariat, fût-elle insuffisante.

Nous présentons ici les premières mesures prises par le nouveau gouvernement, un **gouvernement des travailleurs, par les travailleurs** (ouvriers et paysans) : le gouvernement soviétique dirigé par les bolcheviks.

Le combat pour la paix

La toute première mesure fut de lancer un appel « aux peuples et aux gouvernements de toutes les nations belligérantes » en vue d'une « *paix démocratique juste* », c'est-à-dire « *immédiate, sans annexions (...) et sans réparations* ». Le texte précise que « *par annexion (...), le gouvernement entend (...) toute incorporation à un État, grand ou puissant, d'une nationalité petite ou faible, sans le consentement et le désir formel, clairement exprimé, de cette dernière* ». Il rejette tous les prétextes habituellement utilisés pour justifier de telles pratiques : ancienneté de l'annexion, retard économique, archaïsme politique, etc. En effet, « *le gouvernement estime que continuer cette guerre pour savoir comment partager entre les nations fortes et riches les peuples faibles conquis par elles serait commettre le plus grand crime contre l'humanité* ». L'appel précise encore la décision du gouvernement soviétique d'abolir la diplomatie secrète et de « *mener les pourparlers au grand jour, devant le peuple entier* ».



Le texte inclut aussi une proposition d'armistice immédiat, afin de rendre possibles des négociations immédiates. Rédigé par Lénine, il est délibérément souple, précisant que le gouvernement accepterait d'« *examiner toutes autres conditions de paix* » : en cas de poursuite de la guerre, l'entière responsabilité devait en incomber aux rapaces impérialistes. Le gouvernement révolutionnaire comptait ouvertement avant tout sur l'initiative révolutionnaire du prolétariat des principaux pays impérialistes d'Europe (Angleterre, France, Allemagne) pour atteindre ces objectifs. L'expérience russe confirmait en effet que seule la conquête du pouvoir par le prolétariat, c'est-à-dire la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie, pouvait permettre de mettre un terme à cette guerre. Pour leur part, les mencheviks et les S-R au pouvoir avaient continué d'envoyer ouvriers et paysans se faire tuer pour agrandir le territoire russe vers le Sud et sauvegarder les intérêts des brigands impérialistes français et anglais. Par contre, les bolcheviks, fidèles au socialisme, ont constamment refusé de soutenir la guerre impérialiste, expliquant patiemment aux travailleurs qu'on ne pouvait mettre fin à la guerre sans prendre le pouvoir. Et, après avoir conquis le pouvoir, ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour réaliser ce programme, en s'appuyant sur les masses. En refusant les propositions du gouvernement ouvrier et paysan et en poursuivant la grande boucherie, toutes les bourgeoisies ont montré que leurs discours sur les horreurs de

la guerre, les droits de l'homme et la paix ne sont faits que pour tromper le peuple ; la réalité, c'est l'appétit sans limite des patrons et de leurs États.

Les libertés démocratiques

La libération des nationalités de l'oppression grand-russe

Appliquant à la Russie elle-même ce qu'il exigeait formellement de tous les pays (c'est-à-dire en réalité ce qu'il appelait tous les prolétariats et paysanneries d'Europe à réaliser par leur lutte révolutionnaire), le gouvernement soviétique décréta « l'égalité et la souveraineté de tous les peuples de Russie », c'est-à-dire le « *droit des peuples de Russie à disposer librement d'eux-mêmes, y compris le droit de sécession et de formation d'un État indépendant* », « *l'abolition de tout privilège et restriction de caractère national ou religieux* » et « *le libre développement des minorités nationales et groupes ethniques peuplant le territoire russe* ». En conséquence, la Finlande proclame son indépendance le 6 décembre 1917, l'Ukraine le 22 janvier 1918, la Pologne le 11 novembre 1918. On objecte souvent que le gouvernement soviétique a accordé l'indépendance à des peuples à peu de frais, car il n'occupait plus ces territoires du fait de l'avance allemande. Mais, si l'indépendance (même formelle) de la plupart de ces pays a été reconnue à la fin de la guerre par les puissances impérialistes, c'est avant tout par la crainte que la frustration du sentiment national de ces peuples ne donne un nouveau souffle à la vague révolutionnaire qui déferle sur l'Europe à partir d'octobre 1917. Par ailleurs, le gouvernement ouvrier et paysan supprima totalement à l'intérieur même de ses frontières toute discrimination en fonction de la nationalité ou de la religion — alors qu'à cette époque, dans bien des États bourgeois, de telles restrictions étaient encore légales, y compris les restrictions pour l'accès à certains métiers pour les Juifs par exemple.



Abolition des ordres et des grades, égalité entre hommes et femmes

Le gouvernement soviétique prit toutes les mesures démocratiques radicales dans le domaine politique, assurant l'égalité formelle parfaite de tous les citoyens : les ordres (noblesse, clergé, etc.) et les privilèges qui y étaient liés sont abolis, ainsi que tous les titres nobiliaires et qualifications ; les biens de ces ci-devant privilégiés sont immédiatement confisqués. La loi accorde exactement les mêmes droits aux femmes qu'aux hommes, y compris le droit de vote (alors que, dans la plupart des pays capitalistes, cela ne viendra qu'après la révolution russe, voire après la Seconde Guerre mondiale, comme en France...) et égalité totale des droits dans le mariage (alors que, en France, par exemple, les inégalités de droits entre la femme et l'homme ne seront intégralement supprimées que dans les années soixante !).

Enseignement général obligatoire, laïque et gratuit

La Russie est un pays dans lequel, en 1917, l'écrasante majorité de la population ne sait ni lire, ni écrire. C'est évidemment un obstacle considérable à la mise en place d'une démocratie authentique et à tout développement économique moderne. C'est pourquoi le gouvernement décide la mise en place d'un enseignement général, obligatoire et gratuit. Il supprime toutes les barrières légales à l'accès des enfants d'ouvriers et de paysans à l'enseignement supérieur général et technique.

Les bolcheviks sont bien sûr parfaitement conscients que ces mesures en elles-mêmes ne sauraient assurer l'égalité réelle entre tous les citoyens. Lénine explique inlassablement cette vérité essentielle, par exemple à propos de la question de l'égalité entre hommes et femmes : « *Naturellement, les lois ne sont pas suffisantes, et nous ne nous contentons pas de décrets. Mais, dans le domaine législatif, nous avons fait tout le nécessaire pour élever la femme au niveau de l'homme et nous pouvons en être fiers. La situation de la femme dans la Russie des Soviets peut servir d'idéal aux États les plus avancés. Pourtant, ce n'est encore là qu'un commencement. La femme dans le ménage reste encore opprimée. Pour qu'elle soit réellement émancipée, pour qu'elle soit vraiment l'égale de l'homme, il faut qu'elle participe au travail productif commun et que le ménage privé n'existe plus. Alors seulement, elle sera au même niveau que l'homme (...). La femme a beau jouir de tous les droits, elle n'en reste pas moins opprimée en fait, parce que sur elle pèsent tous les soins du ménage (...). Nous créons des institutions modèles, des restaurants, des crèches, pour affranchir la femme du ménage. Il faut reconnaître qu'à l'heure présente en Russie ces institutions, qui permettent à la femme de sortir de sa condition d'esclave domestique, sont très rares. Leur nombre est infime et les conditions militaires et alimentaires actuelles sont un obstacle à leur accroissement. Il convient cependant de dire qu'il en surgit partout où s'offre la plus petite possibilité. Nous disons que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. De même, l'émancipation des travailleuses sera l'œuvre des travailleuses elles-mêmes. Les travailleuses doivent veiller elles-mêmes au développement de ces institutions ; elles arriveront ainsi à changer du tout au tout le sort qui leur était fait dans la société capitaliste.* »¹

¹ Lénine, *Les Objectifs généraux du mouvement féminin*, Discours prononcé à la Conférence des ouvrières sans-parti de Moscou (23 septembre 1919).

Mesures économiques

La terre aux paysans

Le décret sur la terre fut la deuxième mesure prise par les bolcheviks. La propriété privée du sol est abolie (la terre ne peut être ni vendue, ni achetée, ni hypothéquée), le sol et le sous-sol (minéral, pétrole, charbon, etc.) deviennent propriétés de l'État soviétique, les domaines des grands propriétaires fonciers et de l'Église, avec tous leurs bâtiments et dépendances, ainsi que le cheptel mort ou vif sont confisqués sans indemnités, mais non les terres ni le cheptel des simples paysans ou cosaques. Le décret prévoit déjà que les grands domaines ne seront pas partagés en petites parcelles mais devront être cultivés de façon collective.



La loi du 6 février 1918 sur la socialisation de la terre précise les conditions de la jouissance égalitaire du sol : « *Dans les limites de la République Fédérative Soviétique de Russie, peuvent jouir de lots de terre en vue d'assurer les besoins publics et personnels : A) pour les œuvres éducatives culturelles : 1. l'État représenté par les organes du pouvoir soviétique (...). 2. Les organisations publiques (sous le contrôle et avec l'autorisation du pouvoir soviétique local). B) Pour l'exploitation agricole : 3. Les communes agricoles. 4. Les associations agricoles. 5. Les communautés rurales. 6. Les familles ou individus...* » (Art. 20). Elle dispose que la gestion des terres sous la direction du pouvoir soviétique a pour objet de « *développer les exploitations agricoles collectives plus avantageuses au point de vue de l'économie du travail et des produits, par absorption des exploitations indivi-*

duelles, en vue d'assurer la transition à l'économie socialiste » (Art. XI, paragraphe « e »).

On entend souvent dire que les bolcheviks auraient « volé » leur programme agraire aux S-R. Cela est absolument faux, pour au moins trois raisons. Premièrement, lorsque les S-R ont été au pouvoir de février à octobre, ils n'ont pas procédé au partage égalitaire des terres ; car, pour cela, il leur aurait fallu exproprier (et donc affronter) les 30 000 propriétaires fonciers qui possédaient à eux seuls autant de terres que les 10 millions de familles paysannes ; en fait, les S-R se sont même opposés aux paysans autant qu'ils le pouvaient : ils étaient révolutionnaires en paroles, mais des valets de la noblesse féodale et de la bourgeoisie en fait. Deuxièmement, ce sont dans la plupart des cas (70% des provinces) les paysans eux-mêmes qui ont conquis les terres par leur lutte de classes en expropriant les propriétaires fonciers : les bolcheviks ont légalisé un état de fait. Troisièmement, les mesures prises par les bolcheviks dans le domaine agraire sont certes, en leur essence, simplement démocratiques-bourgeoises radicales (en effet, si la *propriété privée* du sol est abolie, la *production* en revanche reste pour l'essentiel *privée*, car les petits paysans auxquels les terres sont louées par l'État soviétique produisent pour vendre sur le marché) ; cependant, la bourgeoisie russe s'était révélée incapable de réaliser même partiellement une telle réforme, en raison de sa faiblesse et de ses liens avec l'aristocratie foncière. En fait, il était inévitable d'en passer par là, car « *l'idée et les revendications de la majorité des travailleurs, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent les abandonner : on ne peut ni les "annuler", ni "sauter" par dessus* »¹. Pourtant, ces mesures démocratiques-bourgeoises radicales prises par le nouveau gouvernement soviétique étaient déjà, autant que le permettaient les rapports de force entre les classes, orientées vers le so-

cialisme, c'est-à-dire l'exploitation collective du sol dans de grandes fermes modernes selon un plan fixé par les travailleurs eux-mêmes réunis dans leurs conseils : le gouvernement refuse la division des grands domaines, prévoit de privilégier la culture du sol par des communautés au lieu d'individus et décide de développer des exploitations modèles pour convaincre pratiquement les paysans de la supériorité de cette forme d'agriculture.



L'industrie : nationalisation des grandes entreprises et contrôle ouvrier

La principale mesure prise par les bolcheviks pour assurer un bon fonctionnement de l'industrie fut la légalisation et la généralisation du contrôle ouvrier dès le 27 octobre 1917. Il portait sur la production, la conservation, l'achat et la vente de tous les produits et de toutes les matières premières dans toutes les entreprises employant au moins 5 salariés et réalisant un bénéfice d'au moins 10 000 roubles. Il devait être exercé, selon la taille de l'entreprise, soit directement par les ouvriers, soit par l'intermédiaire de leurs représentants. Le décret précisait que « *tous les livres de comptabilité et les documents, sans exception, ainsi que tous les stocks et dépôts de matériaux, outils et produits, sans aucune exception, doivent être ouverts aux représentants élus par les ouvriers et les employés* » et que « *les décisions*

des représentants élus par les ouvriers et les employés sont obligatoires pour les propriétaires des entreprises et ne peuvent être annulées, sauf par les syndicats et par les congrès syndicaux ». L'objectif de ces mesures est double : d'une part, il s'agit pour le gouvernement soviétique d'assurer le plus vite possible le fonctionnement le plus efficace possible de l'économie, ce qui implique avant tout de se doter de tous les moyens nécessaires pour combattre le sabotage probable de la part des capitalistes et de nombreux spécialistes liés à la bourgeoisie ; d'autre part, le but est de permettre aux ouvriers de se former ainsi peu à peu à la gestion d'une entreprise. En ce sens, la contrôle ouvrier est une mesure transitoire dirigée vers la gestion ouvrière directe.

Ensuite, peu à peu, au cours de l'année 1918, le gouvernement nationalise les principaux trusts et les grandes entreprises : elles deviennent la propriété de l'État soviétique ; leur gestion est assurée par les représentants élus des ouvriers de l'usine en question, sous la direction du pouvoir soviétique. À cet effet est créé un organisme spécial, le Conseil supérieur de l'économie nationale, composé essentiellement de délégués des syndicats ouvriers. Cette institution a pour but d'organiser rationnellement la production à l'échelle de l'ensemble de la République selon les décisions politiques prises par le pouvoir soviétique. Un institut national de statistiques est mis en place pour contribuer à la réalisation de cette tâche.

Dans la mesure où elles restent partielles et se font sur la base d'une économie qui reste capitaliste, ces mesures reviennent à mettre en place ce que Lénine appelle un « *capitalisme d'État* ». Il est vrai que, à la même époque (mais bien plus encore après la Deuxième Guerre mondiale), les principaux pays capitalistes européens nationalisent certaines entreprises et s'efforcent de planifier la production (au moins celle des industries de guerre). Mais les nationalisations réalisées par l'État soviétique, ont un caractère différent : elles pré-

¹ Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, « Servilité à l'égard de la bourgeoisie sous couvert d'"analyse économique" ».

parent la nationalisation intégrale et l'organisation de toute la production en fonction des besoins, c'est-à-dire la planification socialiste ; elles sont donc orientées vers le socialisme.

La nationalisation des banques

Le gouvernement soviétique décide que le système bancaire devient un monopole d'État : « Toutes les banques privées et tous les comptoirs bancaires existants sont fusionnés dans la Banque d'État », qui « prend à son compte l'actif et le passif des établissements liquidés ». Le décret précise que « les intérêts des petits déposants seront entièrement sauvegardés ». Cette mesure a pour objet d'une part de briser un des instruments décisifs de la domination du grand capital et constitue le préalable à toute réorganisation de l'économie de façon rationnelle dans l'intérêt de l'immense majorité.

Le système d'assurance sociale

Il n'est pas rare d'entendre dire que l'idée d'un système d'assurance sociale est née dans la tête de quelque grand réformateur bourgeois, dans celle de Beveridge par exemple, ou dans le programme du Conseil National de la Résistance. En vérité, ces projets ne sont que la réplique bourgeoise du premier système complet d'assurance sociale, qui a été mis en place par le premier État ouvrier. S'il existe aujourd'hui dans la plupart des pays impérialistes un tel système d'assurance sociale, les travailleurs de ces pays le doivent avant tout à la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat russe, ainsi qu'à celle des autres prolétariats d'Europe entre les deux guerres et surtout au sortir de la Deuxième Guerre mondiale (lutte qui n'a pas débouché sur la prise du pouvoir par le prolétariat dans ces pays parce qu'elle a été trahie par les dirigeants réformistes, staliniens et sociaux-démocrates).

Là encore, les mencheviks et les S-R au pouvoir n'avaient pas satisfait cette revendication essentielle des travailleurs. Les grandes lignes de la politique bolchévique en la matière

sont exposées dans la proclamation de Chliapnikov (Commissaire du peuple au travail) : « 1) *Extension des assurances à tous les salariés sans exception, ainsi qu'aux indigents des villes et des campagnes* ; 2) *Extension des assurances à toutes les catégories d'incapacité au travail, notamment la maladie, les mutilations, l'invalidité, la vieillesse, la maternité, la perte du conjoint ou des parents, ainsi que le chômage* ; 3) *Obligation pour les employeurs d'assumer la totalité des charges sociales* ; 4) *Versement d'une somme au moins égale au salaire intégral en cas d'incapacité de travail ou de chômage* ; 5) *Gestion entièrement autonome de toutes les caisses d'assurances par les assurés eux-mêmes.* » Voilà encore un exemple de ce que l'école et la presse de la bourgeoisie cachent aux masses d'aujourd'hui.

Là encore, les mesures économiques et sociales prises par le gouvernement dirigé par les bolcheviks n'impliquent pas encore le socialisme : le prolétariat ayant pris le pouvoir dans un pays attardé, où la bourgeoisie, pour des raisons sociales et politiques, ne pouvait accomplir sa mission historique, devait inévitablement commencer par accomplir jusqu'au bout les tâches démocratiques-bourgeoises de la révolution. Mais, à chaque fois, les mesures sont réalisées de façon à préparer l'avenir, c'est-à-dire précisément le passage du « capitalisme d'État » soviétique au socialisme : en ce sens, elles sont transitoires.

Ce qui distingue donc fondamentalement la Russie soviétique des États capitalistes de l'époque qui, en raison des nécessités de la guerre, ont aussi procédé à une série de nationalisations, c'est la structure de l'État.

Soviets, comités d'usine, milices ouvrières : l'État-Commune

En effet, l'ensemble du pays est gouverné par les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats : ce sont des

conseils regroupant des délégués élus à intervalles réguliers. Les soviets locaux élisent en leur sein un comité exécutif, ainsi que les délégués formant, avec des délégués d'autres soviets, le soviet de l'échelon immédiatement supérieur (district, province et région). Les délégués de l'ensemble des soviets régionaux forment le Congrès pan-russe des soviets, qui élit un Comité Exécutif de 200 membres et le Conseil des commissaires du peuple (chaque commissaire est flanqué de cinq adjoints, qui peuvent faire appel de ses décisions devant le Comité Exécutif). Le système de représentation donne proportionnellement cinq fois plus de délégués aux ouvriers et aux soldats qu'aux paysans. Les soviets agissent à chaque échelon de façon autonome, dans le cadre fixé par le soviet de niveau supérieur, sous la direction générale du Conseil des commissaires du peuple.

Entre octobre 1917 et juillet 1918, c'est-à-dire jusqu'au déclenchement de la guerre entre la Russie et les principales puissances impérialistes, ainsi que la guerre civile, les ouvriers, les paysans et les soldats réussirent à organiser quatre congrès pan-russes des soviets (octobre 1917, janvier, mars et juillet 1918)¹. C'est donc à bon droit que les bolcheviks ont affirmé que la démocratie soviétique était une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise. De fait, ce système de gouvernement permet aux ouvriers, aux paysans et aux soldats de contrôler de façon permanente l'activité de ceux qu'ils ont élus pour les représenter : ils ont plusieurs fois par an la possibilité de les remplacer si leurs positions ne leur semblent plus conformes à leurs intérêts. C'est ainsi que les bolcheviks, qui n'avaient que 13 % des délégués en juin 1917, obtinrent 51 % des délégués cinq mois plus tard au IIe congrès pan-russe des soviets : entre-temps, les masses avaient pu faire l'expérience du gouvernement des mencheviks et des S-R. Les bolcheviks progressent continuellement par

¹ Il y avait déjà eu un congrès pan-russe des soviets en juin 1917, à une époque où les soviets n'étaient pas encore la nouvelle forme de l'État.

la suite : ils ont 61 % des délégués en janvier 1918, 64 % en mars 1918 et 66 % en juillet 1918. C'est la preuve que les masses approuvent fondamentalement leur politique. De même, les S-R de gauche, c'est-à-dire ceux parmi les S-R qui ont soutenu la révolution d'Octobre et participent au gouvernement soviétique, sont majoritaires de façon écrasante sur les S-R de droite, qui ont condamné la révolution d'Octobre : ils obtiennent 125 délégués au Comité exécutif élu par le Congrès des soviets en janvier 1918. Quant aux S-R de droite, qui condamnent la démocratie soviétique, ils n'en bénéficient pas moins de cette démocratie : ils peuvent librement défendre leurs positions et obtiennent 7 délégués au Comité exécutif élu par le Congrès.

Parmi les toutes premières mesures du nouveau gouvernement, il y eut également l'appel à la constitution par chaque soviet d'une milice pro-

pre. À l'opposé de l'État bourgeois où l'armée et la police sont des détachements spéciaux d'hommes armés, servant les besoins de répression du mécontentement ou du soulèvement populaire, l'État soviétique dirigé par les bolcheviks se caractérise par le fait que le pouvoir est détenu par le peuple en armes : c'est la seule garantie sérieuse que la violence soit toujours utilisée dans l'intérêt des ouvriers et des paysans et non contre eux.



Enfin, un système de Comités d'usine complète le système politique de l'État ouvrier. Ce sont eux qui as-

surent le contrôle ouvrier en relation avec les soviets.

Ainsi, les bolcheviks, marxistes fidèles au combat du prolétariat pour son auto-émancipation, ont-ils agi dès la prise du pouvoir pour briser la machine de l'État bourgeois et la remplacer par un État du type de la Commune de Paris de 1871, c'est-à-dire un État dans lequel tout travailleur peut participer directement et activement à la vie politique.

Voilà quelle fut la réalité de la politique marxiste révolutionnaire des bolcheviks après la prise du pouvoir. Toutes ces mesures élémentaires, les mencheviks et les S-R avaient refusé de les prendre : ils n'étaient pas des socialistes d'une autre nuance, mais des valets de la bourgeoisie. Comme trotskystes, c'est-à-dire bolcheviks-léninistes, nous revendiquons la continuité du combat pour l'État-Commune, la dictature du prolétariat.

V. En défense de la révolution d'Octobre... et de la dictature du prolétariat

La critique la plus courante pour essayer de disqualifier les bolcheviks consiste à les présenter comme des ennemis de « la démocratie », ce dont la dissolution de la Constituante par le pouvoir soviétique en janvier 1918 apporterait une preuve éclatante. Plus généralement, on leur reproche d'avoir porté atteinte à la liberté de la presse, au droit de réunion et au pluralisme politique. Lieu commun des manuels d'histoire officiels, cette critique est aussi reprise par des groupes ou partis qui opposent à un socialisme dit « autoritaire » des bolcheviks une voie « démocratique » vers le socialisme. Tous se rejoignent pour affirmer ou suggérer un amalgame, implicite ou explicite, entre bolchevisme et stalinisme.

On comprend dès lors que l'étude et la réflexion sur la révolution d'Octobre et la politique des bolcheviks ne constituent pas un exercice académique, mais intéressent profondément tous les travailleurs et les opprimés qui veulent en finir avec l'ordre bourgeois. La dissolution de la Constituante par le gouvernement soviétique était-elle légitime ?

La République soviétique, second État ouvrier de l'histoire après la Commune de Paris, est-elle d'une façon générale moins démocratique, ou plus démocratique, que la plus démocratique des républiques bourgeoises ordinaires ? Y a-t-il deux voies possibles vers le socialisme, l'une autoritaire, et l'autre « démocratique » ?

De la révolution d'Octobre à la convocation de la Constituante

Un subterfuge banal de la bourgeoisie et de ses chiens de garde pour poser « le problème de la Constituante » consiste à le poser de façon abstraite et isolée, hors du temps et de l'espace, c'est-à-dire hors du développement réel de la lutte entre les classes sociales pendant la révolution russe. Il leur est ainsi possible d'opposer une « bonne » bourgeoisie « démocratique » et de « bons » socialistes « démocratiques » (les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite), aux « méchants » socialistes

anti-démocratiques, les bolcheviks. À l'inverse, on suivra ici le déroulement réel de la lutte des classes, dans lequel s'exprime les positions réelles de chaque classe à travers son parti.

Que faire face à la contre-révolution ?

La révolution victorieuse est généreuse : des représentants de la bourgeoisie, notamment des officiers et élèves-officiers, faits prisonniers au moment de l'insurrection, sont libérés sur parole par le pouvoir soviétique. En échange, ils s'engagent à ne pas essayer de renverser le pouvoir soviétique. Mais la plupart, à peine libérés, trahissant leur parole, préparent, organisent ou essaient d'organiser des soulèvements armés, comme à Moscou. La bourgeoisie par l'intermédiaire de son parti, le parti cadet, et de ses relais dans l'armée et le vieil appareil d'État, s'efforce de rétablir son pouvoir par la violence.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (SR) de droite, quant à eux, s'opposent au pouvoir issu de la

révolution : après avoir quitté le IIe Congrès des Soviets, où ils étaient en minorité, ils refusent d'envoyer leurs délégués au Comité exécutif central des soviets de Russie en proportion de leur représentation à ce congrès. Et ils prétendent substituer au gouvernement élu par ce dernier (conseil des commissaires du peuple) un gouvernement de coalition comprenant des bolcheviks, des mencheviks, des SR et des socialistes populistes (ces derniers étant dirigés par Kerensky, lequel, chef du gouvernement provisoire d'avant Octobre, avait multiplié les actes de répression contre les travailleurs et les soldats, ouvrant la voie à la préparation du coup d'État militaire de Kornilov¹). Le Comité exécutif du syndicat des cheminots, dirigé par les mencheviks, menace de bloquer le ravitaillement de la capitale si le gouvernement soviétique ne cède pas.

Des pourparlers sont engagés entre les représentants du gouvernement soviétique, des différents partis se revendiquant du socialisme et le Comité exécutif du syndicat des cheminots. Le gouvernement demande au syndicat des cheminots d'envoyer des troupes pour mater l'insurrection contre-révolutionnaire des élèves-officiers de Moscou. Ce dernier, en affirmant sa « neutralité », démasque devant le peuple tout entier le sens réel de sa politique. Le pouvoir soviétique rompt alors les pourparlers, dont la fonction (quelles que soient les bonnes intentions de certains socialistes-révolutionnaires ou mencheviks) se révélait être *objectivement* celle d'un soutien politique à la lutte contre la révolution d'Octobre, c'est-à-dire contre le décret sur la paix, le décret sur la terre, le contrôle ouvrier sur l'industrie et plus généralement le pouvoir des ouvriers et des paysans.

D'un côté, le gouvernement soviétique dirigé par les bolcheviks s'efforce de réduire par la négociation tous les soulèvements contre le pouvoir, même armés : les soldats fidèles aux soviets reçoivent ordre de ne pas tirer les premiers. Les bolcheviks entendent ainsi démontrer à tous qu'ils ne veulent pas la guerre civile. Mais, de l'autre, le gouvernement réagit sans faiblesse aux menées de la contre-révolution : il triomphe militairement des troupes qui ne se rendent pas et décide de mettre en état d'arrestation les dirigeants du parti cadet, cerveaux de la contre-révolution, de

placer ce parti sous surveillance et d'interdire sa presse.

La question de la liberté de la presse

Les mencheviks et les SR de droite se scandalisent : comment oser porter atteinte à la sacro-sainte liberté de la presse ? Comment oser *interdire la presse bourgeoise* ? Les mencheviks, les SR de droite et les socialistes-populistes n'avaient pas fait preuve d'autant de réticences à « porter atteinte à la liberté de la presse » et à recourir à la violence lorsque, aux lendemains des journées de juillet, ils avaient décidé d'*interdire la presse du Parti bolchevik*, d'envoyer l'armée fermer ses imprimeries, détruire ou confisquer son matériel et arrêter ses principaux dirigeants, qui passèrent les mois de juillet et août dans les prisons du gouvernement des mencheviks, des SR et des socialistes-populistes...

Dès lors, s'ils se scandalisent de la mesure d'interdiction de la presse bourgeoise au moment où celle-ci répand toutes sortes de fausses nouvelles et de calomnies contre le pouvoir soviétique dans l'objectif de son renversement, ce n'est pas qu'ils soient attachés à la « liberté de la presse » pour elle-même, mais plutôt qu'ils sont aussi déterminés à rétablir le pouvoir bourgeois qu'ils l'ont été à étouffer par tous les moyens la révolution prolétarienne. Pour eux, la presse est « libre » lorsque la presse est dans les mains de quelques grands hommes d'affaires et présente la réalité à leur avantage, calomniant les révolutionnaires (comme les bolcheviks, accusés sans fondement en juillet d'être financés par l'État-major allemand), tandis que l'immense majorité n'a tout simplement pas les moyens matériels de disposer de ses propres médias. À l'opposé, la politique des bolcheviks consista, dans l'esprit du projet de décret sur la presse, d'une part, à imposer à tous les journaux l'obligation de rendre publics leurs comptes, afin que le peuple puisse connaître le ou les commanditaire(s) du journal et, d'autre part, à collectiviser les imprimeries et à les mettre à la disposition de tout groupe significatif d'ouvriers ou de paysans désirant éditer un journal ou une revue (Lénine suggérait d'accorder ce droit à tout groupe d'au moins 10 000 ouvriers ou paysans)². En

donnant ainsi *réellement* la possibilité aux exploités et aux opprimés de faire leur propre presse, ces mesures constituaient un pas vers la liberté *réelle* de la presse.

Lutte politique et lutte militaire sont indissociables

Les rumeurs répandues par la presse bourgeoise ne peuvent être séparées des préparatifs militaires de coup d'État. En ce sens, faire preuve de la moindre faiblesse face à la contre-révolution, même avec les meilleures intentions du monde, c'est trahir la révolution. Tous les hésitants (comme les SR de gauche et le groupe Zinoviev-Kamenev dans le parti bolchevik) semblent avoir oublié les leçons de la Commune de Paris. La bourgeoisie française n'avait continué à discuter avec les communards que le temps de réunir, en accord avec Bismarck (représentant les intérêts de la bourgeoisie allemande), les forces nécessaires pour écraser la révolution prolétarienne commençante. La lutte politique et médiatique de la bourgeoisie contre le gouvernement révolutionnaire et son recours à la force militaire ne sont pas deux politiques opposées, mais les deux moments d'une même politique, dont le résultat ne peut être rien d'autre que le rétablissement du pouvoir de la bourgeoisie sur la base du massacre des ouvriers révolutionnaires.

Le comportement du gouvernement soviétique à l'égard des paysans

On reproche aussi aux bolcheviks d'avoir accordé aux ouvriers une sur-représentation dans les soviets, devenus organes de l'État, par rapport à la paysannerie, qui était largement majoritaire en Russie. Pour les « démocrates » bourgeois et petits-bourgeois, cela représente une violation inadmissible de « la » démocratie, incarnée selon eux dans le principe : un homme, une voix. Pourtant, ce principe formel ignore que, sous

signifie concrètement dans le régime bourgeois : le droit pour les capitalistes et leurs représentants (le gouvernement, l'ensemble des partis bourgeois, les grosses entreprises comme Bouygues, Vivendi, Hachette, Dassault...) de déverser sans discontinuer leur propagande, découpant, tronquant et falsifiant l'information et s'efforçant d'abrutir le peuple pour préserver leurs intérêts.

¹ Cf. ci-dessus p. 15.

² Nous avons tous les jours l'occasion de constater ce que la « liberté de la presse »

le capitalisme, c'est la ville qui commande à la campagne. Dès lors, la question politique principale qui se pose, en ce qui concerne la paysannerie, est de savoir quelle classe la dirigera : la bourgeoisie ou le prolétariat ? En régime de « démocratie » bourgeoise, c'est la bourgeoisie — les banquiers, les propriétaires fonciers qui en général sont eux-mêmes des bourgeois, les gros fermiers capitalistes, les patrons qui produisent les machines agricoles, les patrons des supermarchés qui imposent des prix au rabais, etc. —, qui commande à la paysannerie, comme à toutes les autres classes. C'est cette bourgeoisie qui domine la terre, surexploite les salariés agricoles, pille les petits paysans et souvent les exproprie en les conduisant à la ruine.

Le gouvernement soviétique, au contraire, s'est efforcé d'aider les travailleurs salariés et les paysans pauvres à lutter contre les bourgeois et les paysans riches, tout en essayant d'obtenir la bienveillante neutralité du paysan moyen (celui qui peut vivre de sa terre sans employer de salarié). Dans les premiers jours qui suivent la révolution d'Octobre, la grande majorité du prolétariat est déjà ouvertement du côté du pouvoir soviétique, mais la position de la paysannerie est encore incertaine. Pour la gagner à la révolution prolétarienne, le gouvernement soviétique fait connaître dans les campagnes ses premières mesures et convoque un congrès extraordinaire des soviets de délégués paysans de Russie. Parmi les délégués, on compte 197 SR de gauche, 65 SR de droite et 37 bolcheviks. Au terme d'une âpre lutte politique, les délégués de ce congrès, tout en reprenant la revendication menchevik et SR de la formation d'un gouvernement de coalition incluant, en plus des bolcheviks et des SR de gauche, des mencheviks, des SR de droite et des socialistes-populistes, affirme que ce gouvernement devra appliquer *le programme adopté par le IIe Congrès des soviets de Russie*, réuni en Octobre. Il démontre ainsi que le développement de la lutte entre les classes au cours de la révolution, modelé par un combat politique acharné entre les partis qui les représentent, a fini par placer, malgré ses oscillations constantes, la majorité de la paysannerie du côté du pouvoir soviétique. Car seul ce pouvoir s'est révélé capable d'apporter à une réponse positive aux revendications paysannes, en décidant l'expropriation des propriétaires fonciers et la répartition égalitaire de la

terre entre les paysans. La conquête du pouvoir par le prolétariat permet ainsi de grouper autour de lui tous les opprimés, ce qui est une condition pour la victoire finale. C'est dans ce contexte que l'Assemblée constituante est appelée à se réunir.

Constituante et Soviets

Opportunisme sans principe... ou réalisme révolutionnaire ?

La bourgeoisie accuse souvent les bolcheviks de n'être que des conspirateurs sans scrupules, ne reculant devant aucun coup tordu pour parvenir à leurs fins. Dans le cas de la dissolution de l'Assemblée Constituante, on présente souvent les choses comme si les bolcheviks avaient été des partisans *inconditionnels* de la Constituante jusqu'au moment où, s'y retrouvant en minorité, ils auraient choisi de s'en débarrasser... Qu'en est-il en vérité ?

Entre avril et juillet, les bolcheviks ont maintes fois exigé la convocation de la Constituante, *tout en ne cessant de souligner que*, si une république bourgeoise avec Constituante était préférable à une telle république sans Constituante, car plus démocratique, une république ouvrière, c'est-à-dire soviétique, était encore mille fois plus préférable à la république bourgeoise avec Constituante, car mille fois plus démocratique. Durant ces mois, la bourgeoisie et ses valets mencheviks et SR ont refusé de convoquer la Constituante, sous prétexte qu'il aurait été impossible d'organiser des élections libres en pleine guerre (mensonge démasqué par l'organisation des élections en octobre 1917, alors que la guerre impérialiste se poursuivait). En réalité, la bourgeoisie et son parti, les cadets, soucieux de préserver au maximum l'ancien état des choses, ne voulaient pas de Constituante, car il ne faisait aucun doute que les partis se revendiquant du socialisme (mencheviks, bolcheviks et SR) y remporteraient la majorité absolue. Mais les mencheviks et les SR n'en voulaient pas non plus, car cela les aurait empêchés de continuer à se cacher derrière la prétendue force de la bourgeoisie pour refuser d'assumer le pouvoir que leur avaient remis les ouvriers par leur insurrection de février contre le tsar.

En fait, les cadets, les mencheviks et les SR, qui avaient délibérément refusé de convoquer la Constituante pendant

cinq mois (d'avril à juillet), ne sont devenus d'ardents partisans de cette dernière qu'à partir du moment les bolcheviks ont commencé à gagner la majorité dans un soviet après l'autre à partir d'août, suite à la politique bourgeoise menée par les mencheviks et les SR avec le gouvernement provisoire (poursuite de la guerre impérialiste, refus de donner la terre aux paysans, refus de combattre le sabotage des capitalistes, etc., avec des conséquences désastreuses pour les masses). Ce sont donc eux, et non les bolcheviks, qui ont fait preuve de « principes » à géométrie variable. Pour les révolutionnaires, ces événements constituent une bonne leçon de dialectique historique, car ils montrent clairement qu'un *même* mot d'ordre peut se charger d'un contenu de classe entièrement *différent* selon le développement de la situation politique.

L'Assemblée Constituante élue en octobre ne représente plus la volonté du peuple en janvier

Mais, bien évidemment, on reproche surtout aux bolcheviks le simple fait d'avoir dissout la Constituante. Ce faisant, ils auraient fait violence à la volonté populaire. Qu'en est-il ? L'Assemblée Constituante avait été élue en octobre 1917, c'est-à-dire *avant* la révolution du 25-26 octobre 1917, donc avant que ne soient prises les premières mesures du gouvernement soviétique, répondant aux besoins élémentaires des exploités et des opprimés. À cette époque, le parti SR était encore uni : il ne s'est divisé entre deux fractions opposées qu'après la révolution Octobre, l'une la soutenant et participant au conseil des commissaires du peuple (les « SR de gauche »), l'autre la combattant (les « SR de droite »). Les électeurs avaient ainsi voté en octobre indistinctement pour les uns ou les autres, puisqu'ils s'étaient présentés sur les listes uniques, celles du parti SR encore uni. Or, moins représentés dans les sphères dirigeantes du parti que les SR de droite, les SR de gauche ne disposaient que d'une minorité des députés élus sur cette liste. C'est pourquoi les bolcheviks et les SR de gauche ne formaient ensemble qu'une forte minorité à l'Assemblée Constituante.

Or, les élections au congrès panrusse des soviets réuni en janvier 1918 donnent lieu à l'écrasement des SR de droite, qui n'obtiennent que 7 délégués, soit moins de 1 %, tandis que les SR de

gauche raflent plus de 30 % des sièges. Ainsi les SR de droite, qui forment le groupe le plus nombreux à l'Assemblée Constituante élue sur la base des listes faites avant la révolution d'Octobre, ne représentent en réalité plus qu'une infime minorité des travailleurs en janvier. Il est donc clair que, lors de sa première réunion en janvier 1918, *l'Assemblée Constituante ne représente pas du tout la volonté réelle du peuple et n'est donc pas légitime*. Par contre, le système soviétique, celui des conseils ouvriers et paysans, reposant sur des élections régulières et *fréquentes* (octobre 1917, janvier 1918, mars 1918, juin 1918) et incluant la possibilité de *révoquer* ses représentants, démontre concrètement son immense supériorité démocratique sur le parlementarisme bourgeois.

Lors de la réunion de la Constituante, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite prouvent une nouvelle fois qu'ils ne sont que des valets de la bourgeoisie

Mais, dira-t-on, pourquoi les bolcheviks ont-ils laissé la Constituante se réunir, alors qu'ils savaient d'avance qu'ils la dissoudraient de toute façon ? Cette décision a précisément pour but de *permettre le développement le moins douloureux possible de la révolution*. En effet, les élections à la Constituante ont donné 21 millions aux socialistes-révolutionnaires, 9 millions de voix aux bolcheviks, 4,5 millions aux partis officiels de la bourgeoisie (les cadets et leurs alliés) et 1,7 million aux mencheviks¹. Les partis se revendiquant du socialisme, à savoir les socialistes-révolutionnaires, les bolcheviks et les mencheviks, disposent donc à eux tous d'une écrasante majorité, avec 87 % des sièges. En laissant la Constituante se réunir, les bolcheviks offrent ainsi *une nouvelle fois* aux mencheviks et aux SR la possibilité de rompre avec la bourgeoisie et de prouver qu'ils sont des socialistes. Pour cela, il leur suffit de reconnaître la légitimité des conquêtes de la révolution

d'Octobre et le pouvoir des soviets, ouvrant la voie à un gouvernement *soviétique* unitaire des socialistes *authentiques*. Et ce dénouement est assurément celui qui aurait été le plus favorable au renforcement de la révolution. Or, les mencheviks et les SR de droite présentèrent au contraire *une motion qui propose d'abolir toutes les mesures prises par le pouvoir soviétique* depuis octobre, c'est-à-dire en particulier le décret sur la terre, l'adresse internationale pour mettre fin à la guerre, le décret sur le contrôle ouvrier ! Ils proposent aussi que soit instituée la suprématie de la Constituante sur les Soviets. Dans ces conditions, il était juste de dissoudre cette Constituante contre-révolutionnaire qui se camouflait sous des phrases démocratiques et socialistes. De fait, ni le prolétariat, ni les paysans ne protestèrent contre cette décision, qui correspondait à leurs intérêts, comme le confirment les résultats des élections aux soviets en janvier.

Forme et contenu de classe

Par delà les formes institutionnelles, l'enjeu de la lutte entre les Soviets et la Constituante n'était rien d'autre que la lutte entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise. Après l'échec de la voie putschiste pour en finir avec la révolution (échec du coup d'État de Kornilov fin août 1917), la bourgeoisie a cherché une autre façon de mettre un terme à la révolution, qui signifiait son expropriation et sa perte du pouvoir politique. Entre septembre 1917 et janvier 1918, elle a concentré son offensive sur la question de la Constituante en arguant du caractère sacré de la « démocratie ». En fait, elle cherchait à utiliser les formes de la démocratie bourgeoise, en apparence « neutres », pour tordre le cou à la révolution prolétarienne. Dès avant l'échec de cette manœuvre, mais surtout après, la bourgeoisie russe passait à l'option militaire : elle déclenchait la guerre civile, avec l'appui des tous les pays capitalistes réunis dans une grande offensive contre la République des soviets (Japon, France, Angleterre, Roumanie, Allemagne, etc).

Nous terminerons le présent article en montrant l'actualité de la « dictature du prolétariat », telle que les soviets dirigés par les bolcheviks l'ont mise en place, refusant de céder aux exigences et aux illusions des « démocrates » bourgeois et petits-bourgeois de tout poil.

Défense de la dictature du prolétariat

Pour les marxistes, tous les États, quelle que soit la société qui est leur base et quelle que soit leur forme, sont fondamentalement des organismes par lesquels la classe dominante assure sa domination sur les classes dominées : « *L'État, écrit Engels, n'est rien d'autre chose qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie* » (Préface à *La Guerre civile en France* de Marx). Or il en va de même de l'État prolétarien qui naît de la révolution, et qui est nécessaire pour organiser la violence de la classe ouvrière contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale. Engels écrit ainsi : « *L'État n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin d'un État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel* » (Lettre à Bebel, 28 mars 1875).

La formule de « dictature du prolétariat » n'a évidemment pas été inventée par Lénine et les bolcheviks, mais par Marx. Dans la *Critique du programme de Gotha* (programme du parti social-démocrate d'Allemagne en 1875), Marx écrit textuellement : « *Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat* ». Cette phrase elle-même n'est que la synthèse des nombreuses indications de Marx et d'Engels sur l'État prolétarien, faites entre les révolutions de 1848 et la Commune de Paris. Certains objectent que Marx et Engels n'excluaient pas une victoire pacifique du prolétariat, du moins dans certains pays. Cela est exact : à une époque où la machine d'État, armée et police, était fort peu développée aux États-Unis et en Angleterre, ils avaient émis l'hypothèse que *peut-être* il serait, *dans ces cas-là*, possible de l'emporter sans recours direct à la vio-

¹ Si l'on exclut leurs 800 000 voix de Transcaucasie, les mencheviks réunissent en tout moins de 700 000 voix. Dans les centres industriels, ils sont tout simplement inexistantes. À Petrograd et Moscou, les bolcheviks obtiennent au total 840 000 voix, contre 515 000 aux cadets, 218 000 aux SR et un nombre insignifiant aux mencheviks.

lence. Mais cette époque est révolue depuis bien longtemps : dans tous les États modernes, la bourgeoisie a depuis développé un très important appareil de répression.

De plus, Marx et Engels, tirant les leçons de la Commune de Paris (qu'ils considèrent comme le premier exemple historique de la « dictature du prolétariat »), ont précisément reproché aux communistes d'avoir été *trop* pacifistes, *trop* naïfs à l'égard des phrases démocratiques, en un mot : pas assez « dictatoriaux »¹. Selon eux, cette faiblesse politique a contribué à mener la révolution à la défaite, avec le massacre par les troupes de Thiers de 30 000 ouvriers révolutionnaires et plus de 10 000 déportations au bagne. Or c'est cette leçon politique que les bolcheviks ont su tirer de l'histoire (même s'il leur est arrivé à eux aussi, comme nous l'avons signalé à eux aussi d'être trop généreux et naïfs, comme lorsqu'ils ont laissés libres les élèves-officiers de Petrograd, en échange de leur seule parole). Ils ont suivi notamment ce que disait Engels : « *Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs [les anti-autoritaires] ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit, un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut. Force est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer de ce*

*qu'elle ait fait trop peu usage de cette autorité ? »*²



Défense de la « révolution permanente »

Mais alors, n'y a-t-il aucune différence entre l'État prolétarien qui naît de la révolution et tous les États qui ont existé dans l'histoire jusqu'à présent ? La différence est en réalité fondamentale : c'est que l'État prolétarien est entre les mains de la majorité (les soviets du prolétariat et de la paysannerie) et réalise les intérêts de la majorité en servant d'instrument pour la construction du socialisme, alors que les États précédents étaient dans les mains de minorités et servaient les intérêts minoritaires. En ce sens, comme l'écrit Lénine dans *L'État et la révolution*, l'État prolétarien n'est déjà plus qu'un « demi-État ».

Pourtant, objectent les partisans de la voie « démocratique » vers le socia-

lisme, comment comprendre qu'un État représentant la majorité de la population puisse encore avoir besoin de faire usage de la violence ? S'il représente réellement la majorité, n'est-il pas évident qu'il n'aura pas besoin d'y recourir ? S'il y a recours n'est-ce pas un indice clair que cet État, loin de représenter l'ensemble du prolétariat et des opprimés, ne représente qu'une minorité ? En réalité, il est évident que la bourgeoisie renversée politiquement et expropriée ne cesse pas pour autant d'exister socialement et de garder un rôle et une influence dans le pays. De plus, le renversement de la bourgeoisie dans un pays n'empêche pas qu'elle continue d'exister dans tous les autres pays. Il est donc irréaliste de raisonner comme si, après la prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays, la bourgeoisie ne devait plus être éliminée comme classe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il est indéniable que la prise du pouvoir par les travailleurs dans un pays rencontre une immense sympathie parmi les prolétaires et les opprimés de tous les pays et accélère de façon formidable la lutte de classe à l'échelle internationale. Mais, tant que la révolution ne triomphe pas dans les autres pays, le premier État prolétarien reste inévitablement isolé, attaqué de l'intérieur par les forces bourgeoises qui lui résistent et essaient de se reconstituer, et entouré d'un ensemble d'États bourgeois hostiles, qui s'efforcent de le déstabiliser par tous les moyens pour le détruire. En ce sens, longtemps après avoir pris le pouvoir dans un pays, le prolétariat allié aux classes populaires est donc dans l'obligation de recourir à la violence pour maintenir son pouvoir et s'en servir pour développer la révolution à l'échelle du monde.

C'est ce qu'enseigne l'histoire de la révolution russe et de son isolement tragique, cause principale de sa dégénérescence stalinienne ultérieure de l'État prolétarien. C'est ce qu'enseigne aussi la théorie de la « révolution permanente » de Trotsky : la révolution prolétarienne socialiste ne pourra avoir lieu qu'en s'approfondissant constamment à l'intérieur de chaque pays et en s'étendant à l'échelle internationale ; elle ne cessera donc ni dans le temps, ni dans l'espace, jusqu'à la réalisation du communisme achevé.

¹ Il faut d'ailleurs préciser que l'argument fort répandu selon lequel la Commune aurait été plus démocratique que la révolution russe parce qu'elle aurait conservé le suffrage universel est erroné : les élections de La Commune ont eu lieu après le départ de Paris des bourgeois et de leurs amis pour Versailles ; en ce sens, le maintien formel du suffrage universel n'a pas empêché que, de fait, seuls les prolétaires et les exploités ont pu voter. Et surtout, il faut rappeler à tous les professeurs de « démocratie pure » que le gouvernement de la Commune est bien sûr le produit d'une insurrection parfaitement illégale du prolétariat de Paris contre le gouvernement bourgeois légal.

² Fr. Engels, *À propos de l'autorité*. — Faut-il rappeler que tous les exemples historiques après Octobre 1917 ont confirmé cette vérité (malheureusement pour les travailleurs, toujours par la négative, c'est-à-dire toujours par l'écrasement du prolétariat s'engageant sur la voie de la révolution) ? On peut en donner quelques-uns : écrasement des conseils ouvriers en Allemagne en 1919 par le gouvernement SPD dirigé par Ebert avec l'appui des troupes d'élite de l'armée ; liquidation du mouvement ouvrier italien par les fascistes dès 1922 ; écrasement préventif du puissant mouvement ouvrier chinois par le Kuomintang en 1927 ; liquidation du mouvement ouvrier par le national-socialisme à partir de 1933 ; écrasement des conseils par l'armée de la bureaucratie « soviétique » en 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie ; liquidation du mouvement ouvrier au Chili par un coup d'État militaire appuyé par la CIA en 1973 après que Allende, arrivé au pouvoir par les élections, eut engagé des mesures commençant à s'attaquer à la propriété capitaliste et eut refusé d'armer les ouvriers et les paysans au nom de la « démocratie » formelle...

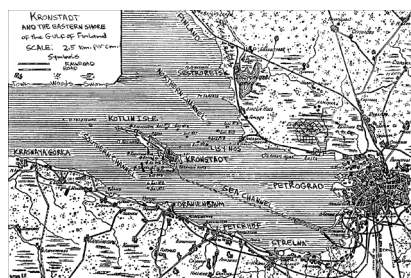
VI. Fallait-il réprimer l'insurrection de Cronstadt ?

Selon Lénine, ce fut l'« éclair qui a illuminé la réalité plus vivement que tout »¹. La rébellion de Cronstadt contre le gouvernement soviétique dirigé par les bolcheviks dura seulement un peu plus de deux semaines, mais elle recèle dans ses enjeux les questions essentielles que se posait le pouvoir bolchevik dans les premières années de la révolution. Cronstadt demeure par là même un sujet de discussion toujours brûlant entre trotskystes et anarchistes. Quelle appréciation, quelles conclusions tirer de cet événement aujourd'hui ?

L'occasion de ce texte nous a été donnée par la publication de l'ouvrage de Jean-Jacques Marie, intitulé sobrement *Cronstadt*². Ce livre est dense (482 pages), le plus souvent descriptif et précis, très fouillé. Il règle évidemment quelques comptes — avec les historiens bourgeois, avec les commentateurs anarchistes, voire avec la LCR (l'historien Jean-Jacques Marie est par ailleurs notoirement lambertiste, militant du PT/POI et de son courant CCI). Il laisse plus généralement pressentir les options politiques de l'auteur et son soutien à la répression de l'insurrection, même si, en historien écrivant pour l'éditeur Fayard, il tient ici à préserver une sorte de neutralité, bienveillante à l'égard des bolcheviks. Pour mener sa recherche, il a bénéficié de l'ouverture des archives russes, qui fit suite à la réhabilitation officielle, par Boris Eltsine, des marins insurgés de Cronstadt en 1994.

On croitera les descriptions et explications de Jean-Jacques Marie avec celles d'autres travaux consacrés au même thème, en particulier les livres d'historiens de sympathie anarchiste, l'un américain — Paul Avrich — l'autre français — Henri

Arvon —, mais aussi certains documents, dont les écrits de Trotsky³.



De la révolution au communisme de guerre

Cronstadt se trouve sur une île minuscule du Golfe de Finlande, l'île de Kotlin, à 30 kilomètres à l'ouest de Petrograd. C'est une forteresse, une ville-citadelle, dont la population est composée pour un tiers de travailleurs industriels (Cronstadt dispose notamment de chantiers de construction navale), pour un quart de paysans, pour un cinquième de marins et pour un autre cinquième d'artisans, employés, enseignants, fonctionnaires, dans ces premières années du XXe siècle. Les conditions de vie et de travail des matelots sont particulièrement rudes, à tel point qu'en 1905, ils avaient porté au tsar une pétition où ils disent refuser désormais d'être traités comme des serfs et des chiens. Cette dureté, mais aussi la qualification d'un bon nombre de matelots, expliquent sans doute que Cronstadt soit au faîte du combat révolutionnaire, tant en 1905 et 1906 (date à laquelle une révolte est écrasée dans le sang) qu'en 1917 : pendant la révolution de Février, le commandant de la forteresse et cinquante officiers sont exécutés ; un soviét de Cronstadt se constitue très vite, qui défie le gouvernement provisoire en niant sa représentativité. Le 3 juillet 1917, le mot d'ordre « Tout le pouvoir

au soviét ! » y est avancé, sous l'influence des militants anarchistes, tandis que les bolcheviks présents sur place y sont alors réticents, parce qu'ils le considèrent comme prématuré à ce moment-là. Le lendemain, 10 000 marins débarquent à Petrograd pour manifester. En août, les matelots luttent énergiquement contre le putsch de Kornilov et sont aux premières lignes en Octobre.

Après la révolution d'Octobre, la guerre civile fait naître une terrible situation. De janvier 1919 à janvier 1920, un blocus total décidé par les puissances étrangères frappe la Russie tout entière, déjà profondément affaiblie et fragilisée dans son équilibre alimentaire et sanitaire. Par sa politique dite du « communisme de guerre », le gouvernement soviétique, dirigé par les bolcheviks, exige de mettre en place un rationnement très rigoureux, assorti de réquisitions des cultures agricoles. Lénine le soulignera plus tard : « *L'essence du communisme de guerre était que nous prenions au paysan tout son surplus, et parfois non seulement son surplus, mais une partie des grains dont il avait besoin pour se nourrir.* » Pour l'appliquer, des détachements de réquisition et de barrage sont instaurés, qui se révèlent souvent impitoyables et commettent de graves abus. Dès lors, l'automne et l'hiver 1920 sont marqués par de grandes révoltes paysannes : celles que conduit Nestor Makhno en Ukraine, celles qui ébranlent les campagnes de Tambov et de Tioumen. Les paysans protestent, dans la violence, contre les réquisitions et leurs excès. Selon J.-J. Marie, les méthodes employées par les insurgés sont des plus barbares : non seulement les communistes sont fusillés en masse, mais encore les assassine-t-on parfois avec une extrême cruauté : déshabillés, on les laisse mourir gelés dans la neige ; on leur arrache les yeux ; on les éventre...

¹ Lénine, *Œuvres complètes*, Éditions sociales/Éditions en langues étrangères, Paris/Moscou, tome 32, p. 295.

² Jean-Jacques Marie, *Cronstadt*, Paris, Fayard, 2005.

³ Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, [1970], éd. fr. Paris, Seuil, 1975. Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, Bruxelles, Complexe, 1980. Voir *Cronstadt 1921. Documents*, *Les Cahiers du CERMTRI*, n°110, juin 2003.

Les marins de Cronstadt : des matelots-paysans

Or, les marins de Cronstadt savent ce qui se passe dans les campagnes, et sont pour beaucoup directement concernés. Les trois quarts des 17 000 matelots sont ukrainiens ; l'Ukraine est alors fortement anti-bolchevik, comme le prouve la révolte de novembre-décembre 1920. L'antisémitisme n'est pas absent chez certains marins, il alimente leur virulence à l'égard de leurs bêtes noires, Trotsky et Zinoviev ; l'anarchiste Paul Avrich en convient : *« Encore que, du même souffle, les rebelles se défendent d'éprouver le moindre préjugé antisémite [mais ce point n'est pas démontré, NDR], il est indiscutable que l'hostilité aux Juifs était forte parmi les matelots de la flotte de la Baltique, dont nombre étaient originaires d'Ukraine et des régions frontalières, berceau traditionnel de l'antisémitisme le plus virulent en Russie. [...] Traditionnellement, ils se méfiaient de tous les éléments "étrangers" qui pouvaient se mêler à eux et, la révolution ayant éliminé les propriétaires et les capitalistes, ils repportaient maintenant leur hostilité chauvine contre les communistes et les Juifs qu'ils avaient d'ailleurs tendance à assimiler. »*¹

La plupart de ces marins sont d'origine paysanne, fraîchement recrutés, même s'il convient de faire parmi eux des distinctions : les plus qualifiés, ceux qui travaillent sur les deux cuirassés, le *Petropavlovsk* et le *Sébastopol*, sont marins de longue date ; mais d'aucuns sont aussi d'anciens soldats blancs, comme le dernier contingent arrivé à Cronstadt, directement issu de l'armée blanche de Denikine. La garnison est composée d'hommes jeunes qui n'ont en général même jamais combattu, et qui sont, foncièrement, encore des paysans ; en témoignent en particulier, quant à leur mentalité, les cérémonies religieuses organisées pendant l'insurrection, évidemment étrangères au mouvement ouvrier révolution-

naire. Le plus grand nombre, donc, n'a plus rien à voir avec les marins qui, en 1917, avait porté haut le drapeau de la révolution. La plupart de ceux-ci, véritable fer de lance de l'Armée rouge, ont en effet péri dans les combats de la guerre civile, ou se trouvent désormais ailleurs : ils ont été envoyés sur tous les fronts de la guerre. Il est donc faux de laisser croire, comme le fait Paul Avrich, que les matelots de Cronstadt *« se soulèvent contre le gouvernement bolchevique qu'ils ont eux-mêmes contribué à porter au pouvoir »*² : ce ne sont plus les mêmes ! Ainsi, lors de leurs permissions, les matelots paysans de Cronstadt prennent conscience de la situation de leurs familles restées à la terre et qui, pour certaines d'entre elles, ont participé aux récentes insurrections paysannes.



Les révoltes paysannes viennent encore aggraver la famine qui ravage le pays, en réduisant les livraisons de blé. La situation est critique, la population meurt de faim ; Petrograd par exemple, perd le tiers de ses habitants. À Petrograd précisément, les grèves ouvrières se multiplient, face auxquelles le soviet de la ville riposte par la fermeture, provisoire, de certaines usines, dont l'usine Poutilov où avait germé la révolution de Février. Le soviet interdit aussi certains rassemblements ouvriers et des assemblées générales dans les usines. Mais le mouvement de grève s'étend, principalement à Petrograd et Moscou. L'état de guerre est décrété, le couvre-feu instauré ; aucun rassemblement ne peut se tenir sans autorisation militaire. Les rumeurs de toutes sortes prennent une acuité particulière au milieu d'un tel désarroi. On évoque une fusillade : les bolcheviks auraient fait tirer sur les ouvriers, le 24 février 1921 ; selon J.-J. Marie (s'appuyant sur les « rapports

secrets » qui *« disent qu'il n'y a pas de victime »*), il s'agit d'un affrontement entre grévistes et élèves officiers, qui tirent en l'air. Les rumeurs se font insistante sur les privilèges dont bénéficieraient notamment les cadres du parti bolchevik : de fait, une ration spéciale existe pour plusieurs milliers de membres du gouvernement, hauts fonctionnaires et dirigeants syndicaux, ainsi que pour quelques centaines de savants. Dès lors, Lénine fait désigner une commission d'enquête sur les inégalités. Quant aux tchekistes (membres de la Tcheka, la police politique de l'État soviétique) qui se livrent à des pillages, certains sont fusillés sur ordre de Dzerjinski.

Mais il est certain que le parti bolchevik, cible de nombreuses critiques dans la population souffrant de la faim, dans la paysannerie révoltée et parmi ceux qui deviendront les insurgés de Cronstadt, a vu arriver dans ses rangs des ralliés de la treizième heure, parfois anciens opposants. Trotsky écrit ainsi dans *La Révolution trahie* : *« Les représentants les plus remarquables de la classe ouvrière avaient péri dans la guerre civile, ou, s'élevant de quelques degrés, s'étaient détachés des masses. Ainsi survint, après une tension prodigieuse des forces, des espérances et des illusions, une longue période de fatigue, de dépression et de désillusion. Le reflux de la "fierté plébéienne" eut pour suite un afflux d'arrivisme et de pusillanimité. Ces marées portèrent au pouvoir une nouvelle couche de dirigeants. »* De là naquit la corruption : Lénine fustige ceux qu'ils qualifient de « sov-bourg », les « bourgeois soviétiques ».

La résolution du 1^{er} mars : les revendications de l'insurrection

Dans ce contexte, les marins de Cronstadt décident de s'informer de ce qui se passe à Petrograd et y envoient une délégation. Mais l'insurrection débute vraiment le 1^{er} mars : ce jour-là, une assemblée de plusieurs milliers de marins se tient sur la place de l'Ancre. La résolution qui y est adoptée a été rédigée la veille par les équipages

¹ Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, op. cit., p. 171-172.

² *Idem*, p. 11.

des deux cuirassés. Elle comporte treize points, qu'il faut bien citer pour comprendre les enjeux de la rébellion ; s'adressant en gouvernement, les marins déclarent :

« Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, il faut :

1) procéder immédiatement à la réélection des soviets au moyen du vote secret. La campagne électorale parmi les ouvriers et les paysans devra se dérouler avec la pleine liberté de parole et d'action ;

2) établir la liberté de parole pour tous les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les socialistes de gauche ;

3) accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux organisations paysannes ;

4) convoquer en dehors des partis politiques une conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Petrograd, de Cronstadt et de la province de Petrograd pour le 10 mars au plus tard ;

5) libérer tous les prisonniers politiques socialistes ainsi que tous les ouvriers, paysans, soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans ;

6) élire une commission chargée d'examiner le cas des détenus des prisons et des camps de concentration ;

7) abolir les "sections politiques", car aucun parti politique ne doit bénéficier de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'État des moyens financiers dans ce but. Il faut les remplacer par des commissions d'éducation élues dans chaque localité et financées par le gouvernement ;

8) abolir immédiatement tous les barrages [c'est-à-dire les réquisitions, NDR] ;

9) uniformiser les rations pour tous les travailleurs, excepté pour ceux qui exercent des professions dangereuses pour la santé ;

10) abolir les détachements communistes de choc dans toutes les usines de l'armée et la garde communiste dans les fabriques et les usines. En cas de besoin, ces corps de garde pourront être désignés dans l'armée par les compagnies et dans les usines

et les fabriques par les ouvriers eux-mêmes.

11) donner aux paysans la pleine liberté d'action pour leurs terres ainsi que le droit de posséder du bétail à condition qu'ils s'acquittent de leur tâche eux-mêmes, sans recourir au travail salarié ;

12) désigner une commission ambulante de contrôle ;

13) autoriser le libre exercice de l'artisanat sans emploi salarié. »

Et la résolution se conclut par les deux points suivants :

« 14) Nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades "élèves officiers" de se joindre à notre résolution ;

15) Nous exigeons que toutes nos résolutions soient largement publiées dans la presse. »



Ce texte est voté, il faut le souligner, par l'écrasante majorité des militants bolcheviks présents, à l'exception de quelques-uns, dont les dirigeants Kalinine et Kousmine, qui traitent les marins de vauriens et les menacent de châtiments.

Le lendemain, 2 mars, une nouvelle assemblée doit désigner le nouveau soviet de Cronstadt. Mais un rebondissement survient, qui contre-carre ce programme ; une rumeur (sciemment provoquée ?) se propage : Cronstadt serait encerclée par des détachements de l'Armée rouge. Trois dirigeants communistes sont alors arrêtés. Au lieu du soviet, c'est un comité révolutionnaire provisoire qui est mis en place. Les informations divergent au sujet des modalités de sa désignation : Henri Arvon indique qu'il est élu à main levée ; Jean-Jacques Marie affirme au contraire qu'il est désigné par un présidium de cinq personnes (les témoignages divergent) ; d'après

Paul Avrich, il s'est bien constitué « à partir du *praesidium* de cinq membres », mais un organisme plus important, Comité révolutionnaire élargi de 15 membres, a été élu le 4 mars par 200 délégués des usines et des unités militaires de Cronstadt¹. Quoi qu'il en soit, c'est là une provocation à l'égard du gouvernement en place et le premier acte véritable de l'insurrection, « le passage du Rubicon » selon l'expression de J.-J. Marie, de la contestation à la rébellion. Et dans cet acte réside un paradoxe que n'a pas manqué de relever et de reconnaître Henri Arvon : « Suprême ironie du sort ou peut-être inversion propre à toutes les révolutions qui font naître une réalité diamétralement opposée au but qu'elles se sont fixé au début, le meeting du 2 mars, convoqué pour délibérer au sujet de l'élection du nouveau soviet, loin de lui rendre la liberté que la pesée de plus en plus tyrannique du Parti lui avait fait perdre, le supprime carrément pour lui substituer un Comité révolutionnaire provisoire élu, séance tenante, à main levée et investi de pouvoirs dictatoriaux »². Selon le décompte de Jean-Jacques Marie, parmi les membres du Comité révolutionnaire provisoire, trois sont mencheviks, trois sont anarchistes, trois sont proches des SR (socialistes-révolutionnaires) de droite, et un autre (Lamanov, le rédacteur en chef des *Izvestia de Cronstadt*, journal qui paraîtra jusqu'à la fin de l'insurrection) est un SR maximaliste (cette extrême gauche du parti socialiste-révolutionnaire se prononce pour la terre aux paysans, les usines aux ouvriers et s'oppose aux réquisitions, aux fermes d'État et à la nationalisation des usines).

La fin des grèves à Petrograd : l'isolement de Cronstadt

La question cruciale pour les marins insurgés réside dans l'attitude que va prendre la population de Petrograd : comment les ouvriers, qui se sont pour certains tout récemment

¹ Paul Avrich, *op. cit.*, p. 152.

² Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, *op. cit.*, p. 59.

mis en grève, vont-ils soutenir la rébellion cronstadtienne ? La nature de leur réaction va dépendre de deux facteurs essentiels : l'opinion qu'ils ont des marins, d'une part ; les mesures prises par le soviet petrogradoïse, d'autre part. Or, quant au premier point, cette opinion ne semble pas être favorable aux matelots. Selon J.-J. Marie, les marins de Cronstadt sont mal vus parce qu'ils sont considérés souvent, à cette époque, comme des oisifs (de fait, ils n'ont pas à combattre et sont souvent désœuvrés) et des privilégiés (leur ration alimentaire est deux fois supérieure à celle des ouvriers). Ce préjugé négatif est encore accentué par la présence parmi eux, comme conseiller militaire, du général Koslovski, ancien major-général de l'artillerie pendant la Première Guerre mondiale. Il fait partie de ces anciens officiers blancs recrutés après Octobre par l'Armée rouge au titre de « spécialistes militaires ». Il commande alors l'artillerie de la forteresse de Cronstadt. S'il est effectivement un « conseiller militaire », il ne paraît pas diriger l'insurrection (ou en tout cas, on en reparlera, celle-ci lui échappe) ; mais les bolcheviks ne manquent pas de diffuser une vaste propagande assurant que Koslovski est le meneur de l'insurrection, ce qui aiguise encore la méfiance des ouvriers de Petrograd à l'égard des Cronstadtien. En tout cas, il est faux d'affirmer, comme le fait pourtant Arvon, que « *les marins de Cronstadt [...] sont appuyés par une importante fraction de la population ouvrière de Petrograd* »¹. Il semble que ce soit davantage la passivité qui prédomine dans la ville, lasse de la guerre civile et accablée par les difficultés du ravitaillement.

Celui-ci, et c'est le second facteur important, est toutefois facilité par une mesure prise dès le 27 février, par Zinoviev, président du Comité de défense de Petrograd, qui autorise la population à chercher du ravitaillement à la campagne et annonce l'achat de charbon et de blé par le gouvernement. Le 1er mars, au moment même où, à Cronstadt, la résolution décisive est votée, les barrages routiers sont levés, les détachements militaires reti-

rés des usines et cela fait immédiatement cesser les grèves à Petrograd.



Or, pour que l'insurrection réussisse, il faut qu'elle se propage sur le continent. Le Comité révolutionnaire de Cronstadt envoie à cet effet des délégués pour distribuer, sous forme de tracts, le texte de la résolution. Mais ils sont dès leur arrivée arrêtés par la Tcheka ; condamnés, ils seront fusillés deux semaines plus tard dans le cadre de la répression générale de l'insurrection. À Oranienbaum, la ville continentale qui fait face à Cronstadt au sud, ces émissaires cronstadtien, au nombre de 250 selon Henri Arvon (« quelques dizaines » selon J.-J. Marie), sont accueillis par des rafales de mitrailleuses selon le même H. Arvon (« interceptés », dit pour sa part J.-J. Marie). Toute possibilité d'établir une liaison avec le continent est donc réduite à néant pour les Cronstadtien. Dès lors, les facteurs tant politiques que militaires se révèlent des plus défavorables aux insurgés, d'autant que ceux-ci ne sont pas résolus à mener une opération militaire contre Oranienbaum, ville depuis laquelle ils pourraient éventuellement prendre pied sur le continent et rejoindre Petrograd. Malgré l'insistance mise par les conseillers militaires, et en particulier le général Koslovski, sur la nécessité d'une telle offensive, les marins sont d'avance convaincus de son échec et la refusent, se préparant à la défense plutôt qu'à l'attaque.

Le 5 mars, depuis Petrograd, quatre anarchistes, Alexandre Berkman, Emma Goldman, Perkus et Petrovsky, écrivent au soviet de Petrograd pour lui proposer de constituer une délégation de cinq personnes dont deux anarchistes, qui se rendrait à Cronstadt afin de négocier pacifiquement la fin du conflit. Si Zinoviev n'y répond pas directement, il adresse le 6 mars

aux Cronstadtien un télégramme leur proposant l'envoi d'une délégation composée de membres du parti et de sans-partis. Mais les insurgés refusent cette proposition en l'état car, disent-ils, ils ne croient pas en la nature « sans parti » des sans parti évoqués par le soviet. Cette réponse, d'une « *hauteur qui frise l'insolence* », écrit Henri Arvon, est une « *réponse incompréhensible qui équivaut à une fin de non-recevoir, voire à une véritable provocation* »². L'ultimatum qu'avait lancé le soviet de Petrograd aux insurgés est dès lors levé et les hostilités proprement militaires vont commencer.

Combats entre l'Armée rouge et les insurgés, décisions du X^e Congrès

Le premier assaut de l'Armée rouge est donné le 8 mars, mais il est repoussé. Les conditions de l'avancée des troupes sont plus qu'éprouvantes : une tempête de neige s'est abattue sur la région, et les soldats sont contraints de marcher quasiment à l'aveugle, sur la mer gelée. « Contraints » est bien le terme approprié car ils sont suivis de détachements de la Tcheka qui les menacent de leurs mitrailleuses en cas de défaillance ou de recul. « *Les meneurs démoralisateurs sont fusillés* », constate Jean-Jacques Marie. Le moral de ces hommes n'est pas des meilleurs, c'est un euphémisme : peu motivés à l'idée d'aller combattre des marins qui restent des « frères » malgré leur position politique, ils éprouvent de surcroît la terreur de périr noyés, en cas de fonte des glaces. Cependant, la propagande bolchevik entend bien forger leur motivation ; J.-J. Marie mentionne le « *bluff de Zinoviev* » : celui-ci diffuse dans les journaux la rumeur selon laquelle des Blancs seraient venus par centaines pour aider les insurgés.

C'est aussi le 8 mars que s'ouvre le X^e Congrès du parti bolchevik. Dès l'ouverture, l'Opposition ouvrière dirigée par Alexandre Chliapnikov (ancien métallurgiste devenu commissaire du peuple pour le travail dans le premier gouvernement de Lénine) et

¹ *Idem*, p. 14.

² *Idem*, pp. 72-73.

Alexandra Kollontaï (première femme entrée au gouvernement, en tant que commissaire du peuple à l'Assistance publique) distribue aux congressistes une brochure demandant que la gestion de la production et de l'économie soit confiée aux comités ouvriers des usines. Une résolution du Congrès condamne le programme de l'Opposition ouvrière, caractérisé comme « déviation anarcho-syndicaliste ». Lénine comprend bien que la situation est critique : si le communisme de guerre se prolonge, c'est la révolution qui est en danger, les oppositions de toutes sortes se faisant jour. Deux orientations sont donc adoptées : d'une part, l'interdiction provisoire, prévue pour toute la durée de la NEP, de toute fraction à l'intérieur du parti : cela ne doit pas empêcher, toutefois, les discussions critiques ; mais celles-ci devront se mener, selon la résolution adoptée lors du Congrès, non en groupes séparés mais dans les réunions de tous les membres du parti. D'autre part, la NEP (nouvelle politique économique) est instaurée : les paysans obtiennent le droit de vendre leurs excédents de blé, une fois versé leur impôt en nature ; dès lors, c'est une revendication importante des Cronstadiens qui se révèle satisfaite : la liberté du commerce.

Comment réagissent les insurgés à ces mesures économiques ? Les *Izvestia de Cronstadt* affirment le 14 mars — c'est Henri Arvon qui en fait mention et non Jean-Jacques Marie : « *Cronstadt exige non pas la liberté du commerce mais le véritable pouvoir des soviets.* » Les textes publiés par le journal de Cronstadt mettent désormais en avant bien davantage les mots d'ordre politiques, et non plus les revendications économiques, auxquelles il a été répondu. Dès le 8 mars, l'article « Pourquoi nous combattons » avait caractérisé les communistes comme des « *usurpateurs* » : il avait évoqué « *la peur des geôles de la Tcheka, dont les horreurs dépassent de beaucoup les méthodes de la gendarmerie tsariste* » ; il avait qualifié d'« *esclavage spirituel* » la vie des travailleurs imposée selon lui par les communistes. « *De fait*, assurait-il

encore, *le pouvoir communiste a substitué à l'emblème glorieux des travailleurs — la faucille et le marteau — cet autre symbole : la baïonnette et les barreaux.* » Il concluait en rejetant tout aussi bien « *la Constituante avec son régime bourgeois* », prônée par les Cadets — ceci pour démontrer que les insurgés ne sont pas sous influence contre-révolutionnaire — que « *la dictature du parti communiste avec sa Tcheka et son capitalisme d'État qui resserre le nœud autour du cou des travailleurs et menace de les étrangler* ». Le 16 mars, les *Izvestia de Cronstadt* expliquent encore que, « *d'esclave du capitalisme, l'ouvrier fut transformé en esclave des entreprises d'État* » (cet article est lui aussi cité par H. Arvon, mais non par J.-J. Marie).



Pour encourager les soldats et combattre l'insurrection, 279 délégués du Congrès (soit un quart) sont envoyés à Cronstadt ; parmi eux, beaucoup de militants de l'Opposition ouvrière, qui se sont portés volontaires¹. Dans le même temps, l'aviation largue des milliers de tracts sur Cronstadt en plus de bombes qui, d'après J.-J. Marie, « *font peu de dégâts* ». Le Comité de défense de Petrograd a pris en otages les familles de marins cronstadiens² habitant la capitale, en représailles contre l'arrestation et l'incarcération à Cronstadt des communistes arrêtés (les trois dirigeants, puis 70 délégués et bientôt quelque 300 communistes) ; certains tracts

¹ On notera au passage que, pendant le Congrès, Lénine a fait sortir les sténographes au moment de la discussion sur l'insurrection, alors que Trotsky n'était pas d'accord et voulait que les débats soient pris en notes « *pour l'histoire* ».

² H. Arvon parle de famille de « marins » (*La Révolte de Cronstadt*, op. cit., p. 64), J.-J. Marie de familles d'« officiers » (*Cronstadt*, op. cit., p. 217).

jetés depuis les avions informent la population de ces arrestations.

Les soldats chargés de reprendre Cronstadt, commandés par Toukhatchevski, sont quelque 40 000. Face à eux, les insurgés pourraient théoriquement aligner 18 000 hommes, mais ils sont dans la réalité, et selon les estimations de J.-J. Marie, plutôt 5 ou 6 000, ce qui signifie qu'une partie importante des matelots demeure à l'écart de l'insurrection. Les combats font rage. Les obus lancés depuis Cronstadt trouent la glace sur laquelle avancent les soldats, qui sont nombreux à se faire engloutir. À Cronstadt même, « *chaque rue, chaque maison font l'objet de combats acharnés à la baïonnette et à la grenade* ». Les membres du Comité révolutionnaire provisoire fuient Cronstadt en traîneau — départ « *peu glorieux pour des hommes qui n'avaient cessé de proclamer qu'ils allaient vaincre ou mourir* », écrit H. Arvon — ce qui accélère la défection des autres insurgés, voyant la démission de leurs chefs. Près de 7 000 d'entre eux parviennent à s'enfuir en Finlande, où ils sont aussitôt parqués par les autorités dans des camps où ils souffriront de très mauvaises conditions de survie.

Bilan des combats et répression de l'insurrection

Jean-Jacques Marie pose un regard critique sur les chiffres avancés par les diverses sources disponibles sur le bilan humain de ces combats. Il insiste sur le caractère « *fantaisiste* » des chiffres « *produits des deux côtés, y compris celui de la Tcheka qui annonce des pertes de l'armée [rouge] à 200 ou 300 hommes* » ; celle-ci a voulu minimiser les chiffres, et a considéré comme « *disparus* » des hommes qui de toute évidence avaient été engloutis par les eaux. En fait, selon J.-J. Marie, du côté de l'Armée rouge, 1 600 soldats et officiers seraient morts ; parmi eux, figurent 17 des 270 délégués du X^e Congrès. Cependant, l'auteur ne propose pas d'évaluation sur les insurgés morts durant les combats eux-mêmes. De son côté, Paul Avrich, tout en indiquant qu'on ne dispose pas de chiffres sûrs, cite l'un des récits sur Cronstadt

qui évoque 600 tués et plus de 1 000 blessés.

J.-J. Marie avance en revanche des chiffres précis sur la répression qui suit : sur 6 528 insurgés arrêtés, 2 168 sont fusillés (dont 4 femmes), 1 272 sont libérés et 1 955 condamnés à des peines de travaux forcés. L'auteur démontre à ce propos l'incohérence régnant lors de la répression, organisée par une « troïka extraordinaire » mise en place par la Tcheka, « *qui interroge et juge en quelques heures des fournées d'insurgés* ». Dès lors, « *certaines condamnations à mort laissent pantois* » ; pour exemple, un jeune élève officier de 22 ans qui a déserté les rangs des insurgés pour rejoindre l'Armée rouge est condamné à mort « *pour avoir activement pris part à l'insurrection* » ; un communiste de 21 ans ayant voté pour la résolution de Cronstadt, ayant assisté à l'élection du Comité d'action et ayant tenu le procès-verbal de l'élection des délégués est condamné à mort et fusillé, alors que d'autres, qui ont commis l'équivalent, sont condamnés à des travaux forcés. Parmi les communistes de Cronstadt, sont condamnés à mort les « *démisionnaires qui ont agi activement contre le parti et ont été arrêtés armés ; les personnes qui ont rédigé des déclarations haineuses, qui ont encouragé les espoirs du comité révolutionnaire insurgé, et conforté son autorité* ». Ont également été jugés, condamnés et fusillés les déserteurs et transfuges de l'Armée rouge.

À lire ces lignes, on peut spontanément se dire qu'une telle répression est particulièrement violente et brutale, au-delà même de ses déséquilibres. Mais il ne faudrait pas oublier la place de la violence en général dans le contexte, non seulement de la Russie pendant la guerre civile, mais de l'Europe de ces années 1910-1920, avec dix millions de morts pendant la guerre mondiale. La guerre civile russe ne s'est pas menée qu'à coups de fusils. J.-J. Marie l'illustre par quelques rappels : le général blanc Kornilov déclare au lendemain de la révolution d'Octobre : « *Si nous devons brûler la moitié de la Russie et tuer les trois quarts de la population pour sauver*

la Russie, nous le ferons. » Il ordonne de ne pas faire de prisonniers. Les soldats de l'Armée rouge pris les armes à la main sont abattus à coups de sabre pour économiser les munitions. « *En Ukraine, des cosaques jettent dans des chaudrons des communistes juifs capturés, les font bouillir et invitent les survivants, sous peine de subir le même sort, à boire cette "soupe communiste"* ». Du côté de l'Armée rouge, des milliers de soldats ont cloué leurs épaulettes dans les épaules des officiers blancs en enfonçant les clous à coups de crosse. De fait, ce rappel est nécessaire pour comprendre qu'on est bien là dans un contexte de guerre permanente et d'une violence extrême, qui n'est nullement l'apanage du pouvoir bolchevik.



Enfin, il faut dire un mot sur la responsabilité de Trotsky dans l'écrasement de l'insurrection, car c'est l'un des thèmes favoris des anarchistes et des ultra-gauchistes dans toute discussion sur Cronstadt, avec l'idée d'un Trotsky comme « Staline manqué ». Rappelons que le futur dirigeant de l'Opposition de gauche est à ce moment-là commissaire à la Guerre, c'est-à-dire chef de l'armée rouge, et il revient de Sibérie orientale où il a dirigé les opérations militaires contre les insurrections paysannes. Pourtant, Trotsky affirmera, en août 1928 : « *Le fait est que je n'ai pas pris la plus petite part personnelle à la pacification du soulèvement de Cronstadt*. » Il assure n'avoir pas quitté Moscou pendant l'insurrection (en 1937, il dira qu'il ne se souvient plus s'il s'est rendu ou non à Petrograd, ce qui est en effet possible, quatorze ans après). En fait, indique J.-J. Marie, « *lors de l'insurrection de Cronstadt, Trotsky n'a fait qu'une brève apparition à Petrograd le 5 mars au soir et est reparti le 6 au matin, après un échange avec Zinoviev au cours de la nuit, dont aucun n'a jamais dit mot* ». De

plus, « *le 5 mars au soir, de son train qui l'amène à Petrograd, Trotsky câble à son adjoint Slianski une liste des mesures nécessaires pour liquider la crise ouverte. [...] Il arrive à Petrograd avec Serge Kamenev et Toukhatchevski quelques heures plus tard. Il rencontre Zinoviev et le commandant des troupes du district de Petrograd, Avrou, éperdu et désorienté*. » En un mot, résume J.-J. Marie, « *Trotsky affirme n'avoir pris aucune part à l'écrasement de l'insurrection, ni à la répression qui suivit, ce qui n'a à ses yeux aucune signification politique, puisque, membre du gouvernement, il a jugé nécessaire la liquidation de la révolte, a participé à la décision d'y procéder si les négociations et l'ultimatum lancé restaient sans résultat et en assume donc la responsabilité politique* » (p. 446). De fait, la responsabilité politique de l'écrasement de l'insurrection n'incombe à aucun dirigeant bolchevik en particulier, mais à l'ensemble de la direction, Opposition ouvrière incluse.

Pourquoi les bolcheviks ont-ils décidé d'écraser l'insurrection ?

Liberté du commerce et revendications politiques

Selon Jean-Jacques Marie, « *l'une des revendications centrales de la résolution du 1er mars est la liberté pour les paysans de commercer, donc le respect de la propriété privée et de l'ordre* » (p. 397) ; or la petite propriété engendre le capitalisme : « *Les terres que les paysans s'étaient partagées seraient retournées dans le cycle de formation de grandes propriétés privées et de latifundia. Le programme de Cronstadt visant à défendre la petite propriété familiale assurant au paysan la libre disposition des fruits de son travail aurait tenu l'espace d'un matin* » (p. 398). H. Arvon, en revanche, conteste que la liberté du commerce soit la revendication principale et assure que les mots d'ordre sont essentiellement politiques. Le débat porte alors sur l'importance à accorder respectivement à la résolution du 1^{er} mars, adoptée par une assemblée de plusieurs milliers de ma-

rins, et les articles des *Izvestia*, plus politiques en effet.

Pour J.-J. Marie, ces articles, et en particulier le texte que nous avons cité, intitulé « Pourquoi nous combattons », n'est nullement représentatif des insurgés, puisqu'il a été rédigé par un homme, Lamanov, SR maximaliste. En outre, insiste le même auteur, ce texte ne propose nulle perspective politique, nulle définition de ce que serait le « vrai » socialisme selon les insurgés, nul programme concernant les formes de la propriété. De fait, les Cronstadiens ne semblent pas avoir de programme. Les tendances politiques en leur sein sont diverses, principalement anarchistes, même si aucun des principaux dirigeants de l'insurrection ne s'en revendique expressément. On comprend mal cependant que J.-J. Marie n'accorde pas davantage d'attention aux autres revendications des insurgés, comme si elles n'avaient aucun poids face au mot d'ordre de liberté du commerce pour les paysans.

On relèvera d'ailleurs que le raisonnement de Jean-Jacques Marie gêne parfois, par certains raccourcis. C'est le cas lorsqu'il affirme : « *La résolution des marins, soldats et ouvriers de Cronstadt envisageait certes la légalisation des seuls partis dits socialistes ; mais les SR de droite, plus d'une fois alliés aux blancs, et les mencheviks considéraient que la révolution russe devait seulement libérer le développement du capitalisme des entraves de la monarchie féodale. Ils étaient donc favorables au rétablissement massif, sinon généralisé, de la propriété privée des moyens de production qui signifiait inéluctablement le retour du capital étranger, y compris dans l'agriculture.* » (p. 398) Le problème posé par ce passage, c'est qu'il repose sur une prémisse fautive, dans la mesure où à aucun moment la résolution ne parle de « socialistes » tout court, mais bien des seuls « socialistes de gauche », ce qui exclut manifestement les SR de droite (sinon à quoi servirait de préciser « socialistes de gauche » ?).



En fait, Jean-Jacques Marie reprend la position des bolcheviks. Pour Lénine, en effet, ce qu'il faut combattre à Cronstadt, ce sont ces tendances anarchistes qui visent à la restauration de la liberté du commerce. J.-J. Marie indique : « *Il analyse l'insurrection en termes de contre-révolution paysanne et estime que le point central des revendications est la liberté du commerce, ce qui reviendrait à la restauration du capitalisme.* » De même, rappelant le contexte des révoltes paysannes de la fin de l'année 1920 et du début de 1921, Trotsky caractérisera en 1937 la « mutinerie » de Cronstadt comme une « *réaction de la petite-bourgeoisie contre les difficultés et privations imposées par la révolution prolétarienne* ». « *En fait, note-t-il encore en janvier 1938, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne.* » Pourtant, c'est bien cette liberté du commerce qui est instaurée au même moment par le X^e Congrès. Selon Lénine, « *la liberté des échanges, c'est la liberté du commerce, et la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. Est-il possible de rétablir dans une certaine mesure la liberté du commerce, sans saper pour cela même le fondement du pouvoir politique du prolétariat ? Oui, c'est possible : c'est une simple question de mesure.* » Deux propositions revenant à une variante de la NEP avaient été formulées auparavant, l'une par l'ancien menchevik Larine en janvier 1920, l'autre par Trotsky en mars de la même année. Lénine, qui à chaque fois s'y était opposé, finit par s'y résoudre un an plus tard. En fait, ce n'est donc pas parce que les insurgés revendiquent la liberté du commerce qu'il faut les réprimer.

Est-ce pour autant parce qu'ils s'opposent au pouvoir bolchevik et veulent réélire les soviets, comme l'affirment les anarchistes ? Il est indéniable que, après trois ans de « communisme de guerre » imposé par la guerre civile et l'intervention contre-révolutionnaire des puissances impérialistes, les bolcheviks se savaient minoritaires dans le pays : les paysans, ultra-majoritaires, avaient subi les réquisitions forcées et étaient naturellement devenus hostiles au pouvoir (alors qu'ils l'avaient soutenu dans un premier temps car il leur avait reconnu la propriété privée de la terre, contre les grands propriétaires du tsarisme). Plus généralement, le gouvernement était le bouc émissaire des difficultés indescriptibles de la vie quotidienne, dans un pays dévasté par plus de sept ans de guerre ininterrompue. Dans ces conditions, les bolcheviks considéraient, à juste titre, que la convocation d'élections générales aurait conduit à leur défaite, à la victoire des forces petites-bourgeoises, à un retour des forces bourgeoises et réactionnaires et, indissociablement, à un redémarrage de l'intervention impérialiste qui n'avait pu être vaincue que par la rigueur du communisme de guerre. Comme l'écrivait Trotsky en janvier 1938, « *les matelots paysans, guidés par les éléments les plus anti-prolétariens, n'auraient rien pu faire du pouvoir, même si on le leur avait abandonné. Leur pouvoir n'aurait été qu'un pont, et un pont bien court, vers le pouvoir bourgeois.* » De ce point de vue, « *les matelots en rébellion représentaient le Thermidor paysan* ». De fait, il eût été suicidaire, pour les bolcheviks, d'abandonner le pouvoir en répondant favorablement à des exigences démocratiques certes compréhensibles, mais manifestement irréalisables à ce moment-là. Pour autant, en conclure à une hostilité de principe des bolcheviks à l'égard de soviets réellement démocratiques trahit un raisonnement formel qui relève plus de préjugés anti-marxistes que d'une véritable analyse de la situation objective.

Enjeu militaire, danger contre-révolutionnaire

En fait, la raison objective et décisive pour laquelle les bolcheviks ont décidé de mettre fin par tous les moyens à l'insurrection de Cronstadt, est qu'elle menaçait directement le pouvoir. Non par ses revendications elles-mêmes, mais parce qu'elle risquait de tomber aux mains des Blancs et des impérialistes, et de servir ainsi de tête de pont à une nouvelle offensive de la contre-révolution, quelques semaines seulement après la victoire militaire des bolcheviks. Cronstadt, rappelons-le, n'est pas une ville comme les autres ; c'est une forteresse, celle qui protège Petrograd, laquelle est elle-même la ville-capitale de la révolution. Paul Avrigh l'admet lui-même : « *Le gouvernement devait faire face à une mutinerie dans sa propre marine, à un avant-poste de la plus grande importance stratégique puisqu'il gardait les abords occidentaux de Petrograd. Cronstadt risquait d'être [...] la base de départ d'une nouvelle invasion anti-soviétique.* »¹ Sur le plan de la tactique militaire, le temps presse : la fonte annuelle des glaces intervient généralement à partir de la mi-mars. Or, si la glace fond, Cronstadt ne sera plus accessible depuis le continent par l'Armée rouge ; en revanche, elle le sera par les troupes blanches et leurs bateaux, depuis la Finlande notamment. Il y a là un danger majeur.

Et un danger des plus plausibles. Ce n'est pas dans le livre de Jean-Jacques Marie mais dans ceux des anarchistes Paul Avrigh et Henri Arvon que l'on trouve le plus d'éléments à ce sujet. D'une part, Arvon mentionne des articles de la presse bourgeoise, française et américaine notamment (*Le Matin*, *L'Écho de Paris*, le *New York Times*...), parus dès février 1921, donc avant même l'insurrection, qui en gros la racontent à l'avance ! Ces articles répandent des fausses nouvelles, nées en particulier dans les milieux de l'émigration russe blanche. En outre et surtout, Paul Avrigh a découvert un document ex-

trêmement important dans les archives du Centre national (russe), organisme créé par des socialistes-révolutionnaires à Paris et qui maintient pendant l'insurrection des relations étroites avec le ministère français des Affaires étrangères. Ce manuscrit non signé, muni de la mention « ultra secret » et intitulé *Mémoire sur la question de l'organisation d'un soulèvement à Cronstadt*, peut être daté de janvier ou début février 1921. Or, il annonce, de manière extrêmement précise et détaillée, une insurrection, et demande un soutien extérieur pour assurer son succès.

Il est absolument certain que dans diverses chancelleries et en particulier au sein du gouvernement français, on s'attendait à un soulèvement et on s'appropriait à envoyer des renforts contre-révolutionnaires à Cronstadt. Le *Daily Herald*, le 14 mars 1921, publie un texte de son correspondant diplomatique qui indique : « *Je suis en mesure d'affirmer que le gouvernement français participe à l'affaire de Cronstadt et qu'une forte somme d'argent destinée aux mutins a été envoyée par ses soins à un certain professeur Viburg. Des approvisionnements sont également acheminés par l'intermédiaire et sous le couvert de la Croix Rouge* ». La contre-révolution, aux armes fourbues par les Blancs en exil, par les Blancs « de l'intérieur » et par les gouvernements occidentaux, était aux portes de la Russie, comme elle n'avait jamais cessé de l'être depuis Octobre. Une interview accordée par le principal dirigeant de l'insurrection de Cronstadt, Stepan Petritchenco et publiée dans le *New York Times* dès le 31 mars 1921, le confirme : il y reconnaît avoir offert ses services aux Blancs. Deux mois après, en mai, alors qu'il est réfugié au camp de fort Ini en Finlande, le même Petritchenco adresse avec quelques autres une lettre au général blanc Wrangel, où il dit vouloir collaborer avec ses troupes, alors réfugiées en Turquie. « *Il propose de préparer une nouvelle campagne contre les bolcheviks afin de reconquérir les "acquis de la révolution de [Février] 1917"* »². Au

sein même de l'insurrection, des forces contre-révolutionnaires se sont probablement infiltrées parmi les marins de Cronstadt : « *Tout indiquait que les émigrés tentaient d'aider l'insurrection pour la capter à leur profit.* »³

Cela ne remet cependant nullement en cause le caractère globalement spontané de l'insurrection. Tout le montre. Les *Izvestia* lancent des appels à la méfiance à l'égard des tentatives de récupération blanche (preuve aussi qu'elles existent et que les insurgés en ont conscience). Sur-tout, le moment est des moins propices pour les insurgés : la glace n'a pas encore fondu, aucune provision d'armes et de munitions n'a été réalisée, aucune précaution n'a été prise non plus pour le ravitaillement alimentaire de l'île en cas de siège : tout indique l'improvisation du soulèvement. Le *Mémoire* du Centre national tablait sur une insurrection au printemps, donc après la fonte des glaces. Or, la rébellion a lieu quelques semaines plus tôt, quelques semaines trop tôt pour la réussite de tels plans. Il est donc probable que les forces contre-révolutionnaires qui comptaient sur ce soulèvement ne sont pas parvenues à le conduire ni à le maîtriser une fois enclenché. D'ailleurs, les anciens généraux tsaristes, qui conseillaient vivement aux insurgés de passer à l'offensive et de marcher sur Petrograd, ne sont pas écoutés ; les insurgés préfèrent s'enfermer dans leur île, alors même qu'ils ont peu de chance d'en sortir vainqueurs. Même Henri Arvon, qui leur est favorable, écrit : « *Ils sont coupables, certes, les marins de Cronstadt, d'être entrés, tant soit peu, dans le jeu de la contre-révolution, à leur insu sans doute* »⁴.

La fin et les moyens

L'approche de la fonte des glaces et le danger réel d'une récupération de l'insurrection par les Blancs et les impérialistes pour relancer la guerre civile rendaient donc nécessaire, du point de vue bolchevik, d'en finir au plus vite avec cette insurrection. Mais,

¹ Paul Avrigh, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, op. cit., p. 13.

² Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, op. cit., p. 114.

³ Paul Avrigh, op. cit., p. 13.

⁴ Henri Arvon, op. cit., p. 125.

pendant une semaine entière, du 1er au 8 mars, les bolcheviks ont recherché une solution pacifique. C'est le sens de la proposition du 6 mars, rejetée avec condescendance par les Cronstadtiens, comme nous l'avons vu. Cette solution négociée se révélant impossible, les bolcheviks ont choisi la force. Dès lors, celle-ci ne pouvait qu'être déterminée. Ici, la condamnation de l'usage de la « violence » ne saurait relever que d'une vision pacifiste petite-bourgeoise, inconsciente de ce que l'histoire avance nécessairement par des rapports de force, qui se soldent souvent dans le sang. À cet égard, la formule employée par Trotsky au sujet de la répression de Cronstadt apparaît des plus justes : pour les bolcheviks, qui voulaient préserver à tout prix le premier État ouvrier comme marchepied de la révolution mondiale, il y eut bien là « *nécessité tragique* ». De ce point de vue, les communistes révolutionnaires ne peuvent qu'approuver la décision de mettre fin à l'insurrection de Cronstadt, dans l'intérêt supérieur de la révolution mondiale dont l'État ouvrier soviétique, quelles que soient ses limites, dues en grande partie à la situation objective, était à cette époque le plus précieux des acquis.

Reste un certain nombre de questions, qui concernent les méthodes employées par les bolcheviks. Comment Zinoviev, présidant le comité de défense de Petrograd, pouvait-il prétendre négocier quoi que ce soit, en envoyant aux Cronstadtiens, le 4 mars, un texte non seulement me-

naçant, mais méprisant : « *Vous êtes entourés de tous côtés. Dans quelques heures vous serez contraints de vous rendre. Cronstadt n'a ni pain ni combustible. Si vous persistez on vous canardera comme des perdrix* » ? Plus généralement, la proposition de négociations adressée par le gouvernement bolchevik aux insurgés aurait sans doute dû s'accompagner, pour avoir des chances d'aboutir, d'une réelle prise en compte de certaines des revendications politiques des insurgés. Il aurait été possible, par exemple, de s'engager à établir un calendrier pour l'organisation d'élections à moyen terme, pour la mise en place rapide de commissions ouvrières pour le contrôle et la démocratisation du pouvoir, etc. Or il ne s'agissait pas seulement de mettre fin à une insurrection dangereuse, mais aussi de reconnaître le fond de vérité que contenaient les revendications des insurgés, rejoignant d'ailleurs, sur la question de la démocratie ouvrière, des exigences formulées de leur côté par certains bolcheviks, comme ceux de l'Opposition ouvrière. Deux ans et demi plus tard, dans *Cours nouveau* (automne 1923), Trotsky estimera la situation socio-économique assez mûre pour reprendre à son compte les critiques les plus virulentes contre l'absence de démocratie dans le pays et dans le parti lui-même, contre la bureaucratisation extrêmement rapide du pouvoir...

En mars 1921, en tenant compte tactiquement, à juste titre, des revendications paysannes (dont les insurgés

de Cronstadt ne fournissent qu'une des nombreuses expressions contemporaines), mais sans accorder de réelle importance à leurs revendications politiques, Lénine, Trotsky et tous les dirigeants bolcheviks ont sans doute sous-estimé l'aspiration des masses à une plus grande démocratie ouvrière et l'importance cruciale de cette question pour l'avenir de l'État ouvrier et de la révolution. Nous reviendrons dans un prochain article sur le processus de bureaucratisation et de « stalinisation » du pouvoir soviétique. Mais on peut dire d'ores et déjà que la nécessité militaire immédiate de réprimer l'insurrection ne dispensait pas d'engager une réflexion et des mesures progressives sur la démocratie dans l'État ouvrier dès lors que se refermait la période de l'inévitable « communisme de guerre ». Lénine, Trotsky et bien d'autres ne le comprendront qu'un peu plus tard, à un moment où la bureaucratie avait déjà conquis une place hégémonique dans tout l'appareil d'État et dans le Parti, et où une bonne partie des masses avait, quant à elle, sans doute déjà renoncé à l'espoir d'une véritable démocratisation...

De ce point de vue, la « tragédie de Cronstadt », c'est que les insurgés ont posé de vraies questions politiques, mais leurs termes frontalement anti-bolcheviks et surtout leur acte insurrectionnel lourd de danger contre-révolutionnaire après trois ans de guerre civile et des mois de révoltes paysannes dans tout le pays, ne pouvaient qu'empêcher les dirigeants bolcheviks de les entendre.

Sommaire :

I. La première révolution russe : 1905 (p. 2)

II. Le prolétariat, avant-garde de la révolution : la théorie de la révolution permanente (p. 6)

III. La révolution de 1917 (p. 8)

IV. 1917-1918 : les bolcheviks au pouvoir, premières mesures d'un gouvernement authentiquement révolutionnaire (p. 18)

V. En défense de la révolution d'Octobre... et de la dictature du prolétariat (p. 23)

VI. Fallait-il réprimer l'insurrection de Cronstadt ? (p. 28)

Cette brochure est une reprise d'articles de Laura Fonteyn, 2003 (I et II) et 2006 (VI), de Paul Lanvin, 2004 (III, février-été 1917), de Frédéric Traille, 2004 (III, juillet-octobre 1917) et d'Antoni Mivani, 2005 (IV et V).

Supplément à *Au CLAIR de la lutte* n° 8. — N° ISSN : 2101-6135. — Responsable de la publication : Ludovic Wolfgang.

Site : <http://www.tendanceclaire.org>

Tél. : 06 64 91 49 63